



René Lévesque

LA SOLUTION QUÉBÉCOISE

A-3



AUCUNE CONTRIBUTION DANS LA PRÉSENTE ÉDITION



L'ENTENTE ENTRE LES PROVINCES DOIT PRÉCÉDER LE RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

A4

LE COURRIER DU SUD

DESSERVANT UNE POPULATION DE 450.000

L'Hebdomadaire régional au plus fort tirage au Québec

LAFLECHE - LONGUEUIL - ST-LAMBERT - LEMOYNE - PREVILLE - GREENFIELD PARK

BROSSARD - NOTRE-DAME-DU-SACRE-COEUR - BOUCHERVILLE - ST-HUBERT

MERCREDI 23 MAI 1979 - WEDNESDAY MAY 23rd 1979

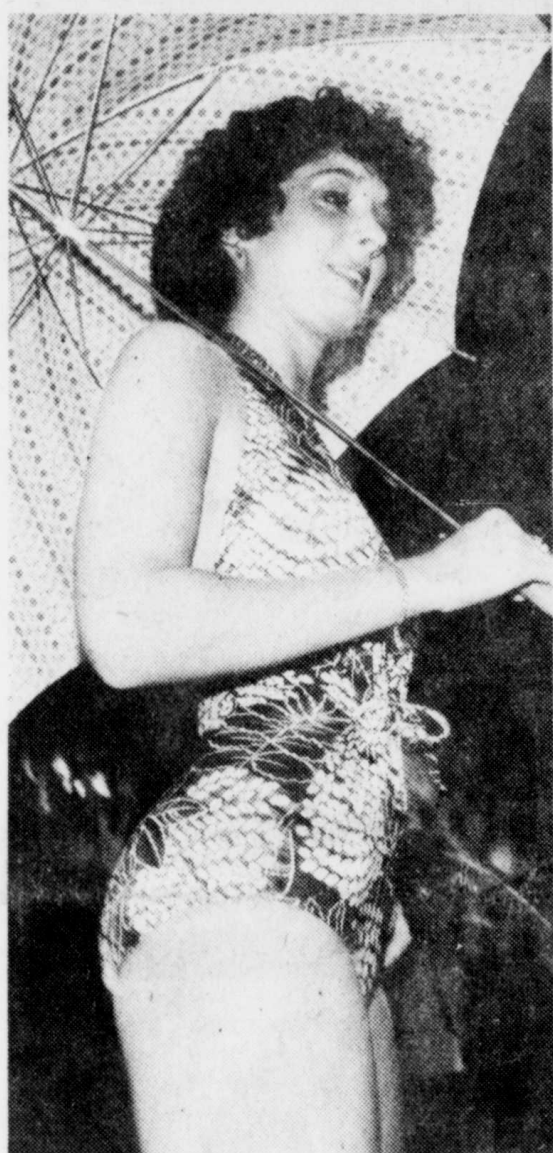
Volume 33 - Numéro 6

THE SOUTH SHORE COURIER

Prix 15 cents

Vivre sur la Rive Sud

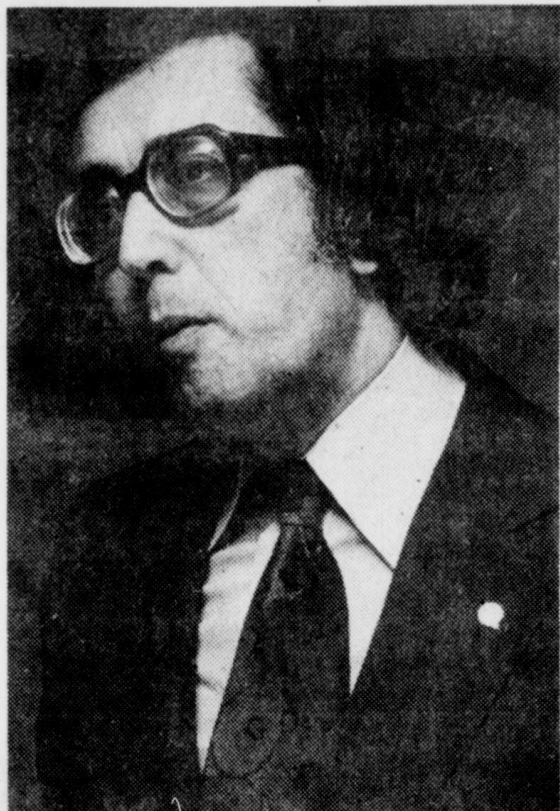
AU FÉMININ



De nombreuses boutiques de la rive sud ont collaboré avec le Salon Mon Coiffeur pour offrir un défilé de mode fort apprécié au Holiday Inn. La boutique Gaby présentait tout un éventail de maillots de bain. De jolies coiffures et autres modèles en page B-2)

LES DÉLÉGUÉS DE LA RIVE SUD RENCONTRENT LES CANDIDATS À L'EXÉCUTIF DU PQ

PAGE A-5



Le PM René Lévesque tout le monde le sait, souhaite que Pierre Renaud, déjà président du Conseil exécutif, soit élu à la vice-présidence. (Photo Bernard Brault).

A GÉRARD FILION

DES ÉTUDIANTS REMETTENT UN DON DE \$1000 À L'UNICEF

PAGE C-3

AU CENTENNIAL REGIONAL HIGH SCHOOL

EXPOSITION ANNUELLE DES CLASSES D'ARTS PLASTIQUES

TEXTE ET PHOTOS PAGE B-8

BROSSARD

L'organisation d'activités laissée aux initiatives

PAGE A-6

EDITORIAL

LA DERNIÈRE D'UN SHOW DE \$75 MILLIONS

PAGE A-4

RAPPORT ANNUEL DE LA CAT

PLUS DE LA MOITIÉ DE L'OBJECTIF À ATTEINDRE

page A-3



Malgré l'augmentation de 11% d'accidents du travail en '78, M. Jean-Robert Ouellet, directeur du Bureau régional de la CAT à Longueuil, est assuré d'avoir emprunté la bonne voie. (Photo Bernard Brault).

EDDIE MELO S'ENTRAÎNE SUR LA RIVE SUD



Eddie Melo considéré par les experts comme un futur champion à la boxe a installé ses quartiers généraux à l'Auberge La Barre 500 boul. Taschereau. Melo doit livrer un combat qui l'opposera à Bonifacio Avila au Centre Paul Sauvé en fin de semaine. Autre photo de Bernard Brault en page A-2)

J.P. VINCENT ET FRÈRES EN FÊTE



"L'entrepôt" des magasins d'alimentation J.P. Vincent & Frères Ltée dans le parc industriel Pilon à St-Hubert, c'est en fait 36,000 pieds carrés d'entrepôt, plus 4,000 pieds carrés réservés à l'administration, plus un terrain de 150,000 pieds carrés donc assez grand pour répondre aux exigences futures de cette entreprise familiale ancrée depuis 23 ans dans notre région et dont l'histoire est celle de la Rive-Sud en plein progrès. Voir reportage de Raymonde Bellerive et photo de Bernard Brault en page D-10)

Le "Courrier" aux examens: 100%

"DOMINION" dans les pages du "Courrier"

UN DIPLÔME À NOTRE EFFICACITÉ

L'EXPERIENCE DE 33 ANNEES EST GAGE D'UN SUCCÈS ASSURÉ • Pages E3-E4-E5-E6

LA RIVE-SUD EN PLEIN PROGRÈS

Une première au Québec

Le club de golf de Candiac: un relais gastronomique, ouvert toute l'année



En effet, inaugurée en décembre dernier, "l'Auberge du Village" qui abrite à la fois une salle à manger d'une capacité de 250 personnes, une terrasse couverte et un bar pouvant accommoder une quarantaine de personnes, propose à tous les gourmets, une cuisine française traditionnelle et raffinée.

Que l'Auberge du Village soit désormais ouverte à l'année, comporte en soi de nombreux avantages, assurant entre autres choses l'embauche d'un personnel qualifié et permettant d'offrir à prix compétitifs, aux amateurs de bonne cuisine, un menu tout à fait exclusif.

UN MENU EXCLUSIF
Conçu conjointement par les chefs MM. Réjean Libouin et Gilles Boivin, par l'aubergiste M. Klaus Ewald et M. Gilles Messier, président du club de golf de Candiac, la carte de l'Auberge affiche une nomenclature de mets affriolants de même que des spécialités uniques.

(Suite à la page A-2)

Congrès de l'AFEAS Région St-Jean à Longueuil

PAGE C1

PUBLI-REPORTAGE

Pour célébrer leur 10ième anniversaire

Les fruits de mer René Marchand

vous invitent à leur festival du homard



Au cours des prochaines semaines, c'est à la tonne que les homards de Shediac (N.B.) et des Îles de la Madeleine arriveront chez René Marchand, tant à la succursale du 1455 Victoria à St-Lambert (672-1231) qui fête son 10ième anniversaire, qu'à celle des Galeries Cousineau à St-Hubert (462-0870) qui, en un an à peine, s'est acquise une clientèle qui dépasse toutes les espérances de M. Marchand.

Durant ce festival 10ième anniversaire le homard qui, il y a quelques semaines à peine, se vendait \$6.50 la livre vous sera offert à un prix beaucoup moindre; et pour vous mettre encore davantage l'eau à la bouche, le petit saumon entier frais à \$3.99 la livre et les crevettes de Matane fraîches à \$5.49 la livre, les cuisines de grenouilles à \$3.99 la livre etc...

(Suite à la page A-2)

PUBLI-REPORTAGE

PUBLI-REPORTAGE



SEMAINE NATIONALE DE L'ÂGE D'OR 21 AU 26 MAI COUR CENTRALE

VIVE L'ÉTÉ!

SEMAINE NATIONALE DES TRANSPORTS 28 MAI AU 2 JUIN EXPOSITION A LA COUR CENTRALE

EXPOSITION D'APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES ET DE PHOTOS 4 AU 9 JUIN COUR CENTRALE

170 magasins EATON - LA BAIE SIMPSONS - MIRACLE MART - STEINBERG

potinages & patinage

MOI... MYSOGYNE?

Je dois m'adresser sans coup férir à cette fidèle lectrice de St-Lambert, Gertrude de son prénom, qui souhaiterait castrer ceux parmi les mâles qui ne vénèrent pas son sexe à chaque coup de plume, même en plaisanterie. "Sous quatre pieds de femmes" en référence au premier ministre Thatcher et à la Reine d'Angleterre, m'aura valu un féroce épître sur un phallus à dégonfler. La décence m'interdit la publication de votre lettre chère Gertrude, mais elle a au moins le mérite de me convaincre à nouveau que certaines femmes cherchent moins l'égalité que la domination, un objectif auquel je n'ai aucunement l'intention de souscrire. Un détail en passant. Vous me reprochez un "z" à Brésil. Il serait trop facile d'en imputer la faute à la typographie. Il me semblerait plus logique et plus honnête de croire que notre lente assimilation à la langue dominante et à ses "Brazil nuts" sont à la source de nos distractions. Cependant, puis-je vous souligner que "mysogyne" prend deux "y" et que poète ne s'écrit pas avec un tréma mais avec un accent grave sur le "e". Comme preuve qu'il est toujours dangereux de chercher la paille... etc.

Un seul point sur lequel je suis d'accord avec vous, chère Gertrude et c'est votre admiration pour Doris. Nous partageons les mêmes sentiments, mais puis-je vous faire remarquer que contrairement à Doris, je n'ai pas à me faire aimer à tout prix, puisque je ne fais ni politique ni spectacles. Vive encore, chère Gertrude, ne vous en déplaise, la petite différence.

TOUS COMEDIENS

Si "tout homme bien portant est un malade qui s'ignore" il faudrait ajouter que "tout tragédien est un comédien qui s'ignore". Nous dramatisons beaucoup trop en attribuant un caractère de vérité à tout ce qui est raconté. Comment pourrions-nous maintenir la paix autour de nous si la moitié de notre vie n'était pas consacrée à dire ce qui fait plaisir à entendre ou à lire. Comment garder notre santé si nous vivons en perpétuel état de crises et de prises de conscience. Sachant que le monde va continuer de tourner sans notre accord, ou même notre présence, aussi bien limiter notre contribution en conformité avec notre santé tant physique que mentale. En termes moins brumeux, lorsque vos idées ne passent pas, ne prenez pas les armes mais relaxez avec un excellent apéritif et cent fois sur le métier remettez votre ouvrage, comme l'écrivait naguère le sage Boileau. Si au bout d'un an et un jour personne n'a réclamé votre idée mettez-la en

entrepasage. La mode rétro est entrée dans nos mœurs. Sa popularité n'est qu'affaire de temps.

L'ECRITURE AU GRAND AIR

Je viens de subir une nouvelle expérience que je m'abstiendrai cependant de qualifier d'enrichissante. Le beau temps s'y prêtant merveilleusement bien, j'ai installé ma machine à écrire sur la table de pique-nique et face à la rivière j'ai tapé mes notes sur une grande feuille blanche. Je n'ai jamais pu me résoudre à remettre à la composition une feuille avec des ratures, des bavures ou des taches de toutes natures. Je me suis absenté de ma table de travail improvisée à peine trois minutes, qu'en reprenant place, j'ai noté une grosse tache brune que j'ai attribué à une brûlure de cigarette. Cependant en y touchant, la tache s'est écrasée. L'opinion d'un moineau s'était exprimée sur un paragraphe que

franchement je ne considérais pas si mauvais. S'il faut que même la gent volatile se mette du bord de Gertrude, c'est à décourager de l'aération des idées via le grand air.

PAS DE GAGEURE

Je n'aurais pas misé cinquante sous sur l'issue du vote au terme d'une campagne qui aura duré quatre semaines de trop. En terme de perspectives d'avenir, il n'y avait rien de bien emballant pour les québécois, sinon pour ceux qui en accordant leur bénédiction au rapatriement de la Constitution sans ententes préalables ignorent céder leur dernier moyen de pression à l'autodétermination. Si M. Trudeau le veut Dieu le veut. Même en amour, pourtant il est inconvenable de garder les yeux fermés et avec une opinion ferme on peut faire modifier les positions. Ce n'est pas à dix ni tout seul, mais à deux que le jeu apporte les plus grands enrichissements.

par Lucien Beauregard

LA COUPE STANLEY

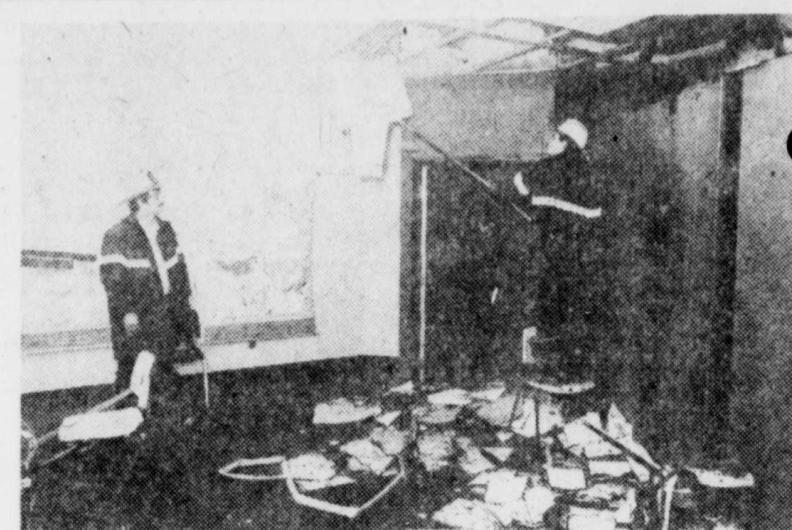
Meilleures sont les chances du Canadien de remporter la coupe Stanley, plus savoureuse goûte ma cigarette. J'étais si convaincu que nous allions perdre la Coupe que dans un moment d'aberration mentale j'ai décidé d'écraser si mes pronostics s'avéraient faux. Les Rangers me laissent tomber mais ils livrent une si belle bataille que le ne saurais leur en tenir rigueur. Pour ce qui est des Canadiens, gagner en dépit de Bowman, c'est déjà tout un exploit.

NOS EXPOS

Friction entre McHale et Williams? Quand un président questionne publiquement le jugement de son gérant, il y a de l'orage dans l'air. C'est pourtant la rançon que chacun doit payer dans le feu de l'action. Reste à se dire que ça ira mieux demain.



Fern Duchesne relationiste à l'Auberge La Barre 500 et Guy Parmentelo directeur-gérant sont comblés par la présence d'Eddie Melo, futur champion à la boxe qui a établi ses quartiers généraux à l'auberge, boul. Taschereau en vue de son combat de fin de semaine contre Boniface Avila.



En l'espace d'une trentaine de minutes, une petite maison qui abritait une famille de trois enfants, a complètement été détruite par les flammes. (Photo: Claude Beaubien).

En fin de semaine à Longueuil

Le feu cause de lourdes pertes

Les flammes ont complètement rasé une résidence unifamiliale située au 1058 rue Notre-Dame-de-Grâce à Longueuil



Un incendie s'est déclaré jeudi matin dans le plafond d'une salle de cours de la polyvalente Jacques Rousseau. (Photo: Claude Beaubien).

plus qu'un amas de débris. Heureusement, les occupants s'étaient absentes et au retour, dimanche midi, ils n'ont pu que constater la perte totale de tout ce qu'ils possédaient.

Une série de petites explosions se sont fait entendre avant l'écroulement du dôme. Un témoin nous a rapporté que dix minutes auparavant, alors qu'il passait devant la petite maison, il n'avait aperçu aucune lueur ni signe d'incendie.

Les murs et le toit de la maison se sont écroulés en peu de temps. Dès le début, il n'y avait plus qu'un immense brasier là où quelques heures auparavant vivait une jeune famille. Les flammes se sont élevées à une centaine de pieds à un certain

moment. Le vent et la proximité des autres résidences représentaient un danger considérable et les pompiers, rapidement arrivés sur les lieux, ont déployé beaucoup d'efforts pour empêcher que la conflagration ne s'étende. Toutefois, ils n'ont pu éviter la perte de la petite maison qui brûlait comme un fétu de paille.

Alors que les pompiers combattaient l'incendie de la rue Notre-Dame-de-Grâce, une autre alerte retentissait au quartier général.

Cette fois, les flammes s'attaquaient à une maison de rapport abritant six logements située au 159 rue Desmarais.

Au cours de la journée de dimanche, le commerce DND Auto

Centre, 2908 Chemin Chambly, était à son tour la proie des flammes.

Dans ces deux derniers cas, les pertes sont considérables. Enfin, rappelons que jeudi dernier, un incendie s'est déclaré dans une classe de la polyvalente Jacques-Rousseau, rue Gentilly. Les pompiers ont dû affronter un épais mur de fumée pour rejoindre le foyer de l'incendie qui s'était logé dans le plafond de la salle de cours.

Les élèves ont été évacués de l'institution en un temps record et la plupart d'entre eux semblaient satisfaits de pouvoir jouer d'un après-midi de congé sans se soucier outre mesure des dommages causés par l'élément destructeur.



A peine quelques minutes après le début de l'incendie, il n'y avait plus qu'un immense brasier là, où quelques heures auparavant, vivait une jeune famille. (Photo: Claude Beaubien).

Conduisez une classique.
Gagnez une classique.

Faites l'essai d'une MGB ou une MG MIDGET et ayez une chance de GAGNER UNE CLASSIQUE MG/TC 1949



PRIX A PARTIR DE
5,525.

Transport et préparation en sus

LEMENN

3839 boul. Taschereau
(face aux Galeries Taschereau)
St-Hubert 678-1220

Les travaux au pont Champlain; le maire Lepage interviendra

Les ponts de la Rive sud sont devenus des "obstacles" que ne peuvent toutefois pas éviter les milliers d'automobilistes qui doivent les traverser quotidiennement. Le pont Champlain, dont les travaux de réfection dureront tout l'été, constitue un embouteillage à la circulation, situation contre laquelle s'élèvent les autorités municipales de Brossard.

par Jean LeBeau

La question a été soulevée par le conseiller Marcel Bégin, à la dernière assemblée du conseil de Brossard, et a rapidement fait l'unanimité. L'intervention de Brossard vise une amélioration des conditions routières au pont Champlain.

Au lieu de procéder par résolution qui pourrait être interprétée comme des vœux pieux, le maire, M. Alphonse Lepage, interviendra personnellement au nom de la ville auprès du Conseil des ports nationaux, par téléphone d'abord, et par lettre ensuite, afin de sensibiliser l'organisme d'état responsable de l'octroi des travaux de l'urgence d'améliorer la circulation sur le pont Champlain.

Le maire, dans son propos sur le sujet, a indiqué que le transport en commun était encore la meilleure façon de traverser le pont Champlain, grâce à la voie prioritaire réservée aux autobus de la CTRS.

ASSOCIATION QUEBÉCOISE DES TECHNIQUES DE L'EAU



a pollution des eaux, ne priorité régionale

PUBLI-REPORTAGE

Les fruits de mer 2 Succursales sur la Rive-Sud **René Marchand inc.**

(Suite de la page 1)

Les autres vedettes du festival des Fruits de Mer René Marchand, la truite, la barbotte, le doré, le crabe, les pétoncles de Digby (N.E.) tous frais bien entendu, amèneront les Maritimes sur votre table... ou dans votre jardin puisque les barbecues aux fruits de mer sont de plus en plus populaires.

Peut-on en effet imaginer une meilleure façon de célébrer l'arrivée de la saison estivale que de se réunir entre amis pour un party de homard à la bonne franquette. C'est simple, et avec les prix 10ième anniversaire de René Marchand vous vous payerez un gueuleton sensationnel pour une fraction du coût d'un repas équivalent au restaurant.

Les Fruits de Mer René Marchand vous fourniront soit des homards vivants, soit des homards frais cuits que vous servirez chauds avec un beurre à l'ail ou froids avec la mayonnaise ou la sauce Tartare. Du pain croûte et un bon p'tit blanc suffiront à compléter un menu qui fera les délices de vos invités.

Les dardes de saumon frais, de flétan, la truite fraîche ou le petit saumon entier sont d'autres suggestions que vous fait René Marchand pour la cuisine en plein air. Le personnel de cette Poissonnerie spécialisée se fera d'ailleurs un plaisir de répondre à toutes vos questions sur la meilleure façon de cuisiner les fruits de mer de votre choix, parce que chez René Marchand le service

est, avec la qualité des produits offerts, la clé de la confiance que les gens de la Rive-Sud donnent depuis 10 ans à leur poissonnier préféré.

Pour vous faciliter encore la tâche, tout au long de l'été vous pourrez vous procurer chez René Marchand des brochures de fruits de mer préparées avec des pétoncles et des crevettes et légumes variés.

Chez René Marchand les viviers sont maintenant remplis de milliers de livres de homards de 1 lb à 5 lbs, qui n'attendent que votre bon plaisir, et les arrivages de fruits de mer et de poissons plus abondants que jamais, ce qui influence heureusement les prix.

Pourquoi ne pas en profiter?

PUBLI-REPORTAGE

Le club de golf de Candiac...

(Suite de la page 1)

Parmi les entrées froides, on retient la viande de grison, fumée à l'air par un charcutier allemand; du côté des plats de résistance on trouve des caillies farcies à la vigne, le filet de sole florentine et la selle de veau "Metternich". Quant aux desserts, le panacotta viennois se composant d'une crêpe farcie au fromage cotta-

ge, raisins et épices, constitue un délice léger et rafraichissant. Du moment qu'elles s'inscrivent dans la tradition de la Cuisine de l'Auberge, on accordera une attention particulière aux suggestions émises par les clients.

UN PARCOURS DE CHAMPIONNAT Le Club de Candiac est un club semi-

privé qui offre de nombreux avantages à ses membres mais qui accepte également, à deux jours d'avis, les réservations de tout autre joueur. Rappelons que ce parcours de championnat (18 trous) fut utilisé en '74 lors de la Classique Peter Jackson, de même qu'en '76 dans le cadre du tournoi de l'APGO.

Facile d'accès, à seulement quinze minutes de la Place Ville-Marie, le golf de Candiac est situé au 45 Chemin d'Auteuil à Candiac (659-9163). Faut-il préciser que le site de l'Auberge s'en trouve choyé, celui-ci proposant un cadre paisible et tranquille.

Durant la saison de golf, entre les mois de mai et d'octobre, la salle à manger reste ouverte de 7h à 23h; en d'autres temps, elle reçoit le public entre 11h et 23h.

L'Auberge du Village devient donc le premier restaurant au Québec, dans le cadre d'un club de golf, qui soit ouvert à tous, douze mois par année. Un lieu et une ambiance à découvrir absolument.



Sept officiers de la CSN suspendus à Charles LeMoine

Suite à la décision unanime de l'assemblée générale du Syndicat National des Employés de l'hôpital Charles LeMoine de respecter l'échéancier du Front Commun qui avait prévu une session d'étude de deux

pour les officiers en question, au terrain de l'hôpital et même au bureau du syndicat. Il s'agit en fait, selon Pierre Deschênes, responsable de l'information pour le syndicat, de congédiements déguisés

par le fait que, même si 80% des institutions des Affaires sociales ont tenu cette session d'étude, Charles LeMoine est le seul endroit où on a sévi.

Le dossier a d'ailleurs été transmis à la CSN qui pourrait bien demander d'appui en faveur du tout

nouveau syndicat de Charles LeMoine qui serait la cible de Roger Pednault de l'Association des Hôpitaux du Québec dont la stratégie consisterait à briser les reins des syndicats plus récents donc plus vulnérables.

Mais la direction elle-même est dans l'illégalité puisqu'on a 225 griefs et plus qui prouvent les entorses à la convention collective dont s'est rendu coupable l'employeur lui-même.

La pression monte chez les syndiqués et il y aurait pu y avoir des actes spontanés provoqués par la

décision de la direction de suspendre des officiers qui n'ont fait qu'exécuter le mandat qui leur a été confié par l'assemblée générale (où il n'y avait que 50 employés sur une possibilité de 1,200). Lors de l'assemblée de mercredi on fera une proposition aux syndiqués, proposition qu'on ne

veut pas divulguer à l'avance pour des raisons évidentes. Conscient cependant de sa vulnérabilité, le syndicat des employés de Charles LeMoine à qui, dit-on, la direction a voulu mettre un baillon depuis le début de l'année, a l'intention d'agir avec la plus grande prudence.



par Raymond Belleverie

heures le 10 mai dernier pour expliquer aux syndiqués les dernières offres du Gouvernement qui représentent une importante diminution de leur pouvoir d'achat pour les employés des Affaires sociales, la direction de l'hôpital a décidé mercredi dernier de suspendre sept officiers de la CSN, soit Serge Woods le président suspendu pour 4 mois, le vice-président Serge Nadeau (1 mois), la responsable du comité d'éducation Louise Daoust (1 mois), le responsable du comité des griefs Gérard Bérubé (2 mois), le vice-président des employés non diplômés Normand Tremblay, le délégué de l'entretien ménager de jour André Lafrance, et le délégué pour l'urgence de jour Michel Simoneau, pour 15 jours.

Ces suspensions sans solde interdisent également l'accès

«LA DIRECTION A SEVI A OUTRANCE»

Telle est l'opinion du syndicat, appuyée

puisque les officiers suspendus n'ont d'autre recours que de déposer un grief... et d'attendre patiemment que ça se règle. Ils prennent cependant le tout avec un grain de sel puisque, même si le syndicat à Charles LeMoine est un jeune syndicat, on déterminera lors d'une assemblée générale mercredi à l'église St-Maxime, des moyens à prendre pour venir en aide à ces officiers qui pourraient éventuellement ouvrir un bureau ailleurs pour s'occuper des affaires du syndicat. On décidera également mercredi s'il y a lieu de remplacer les actuelles lignes de piquetage symboliques qui sont des pertes de temps par des manifestations bien organisées.

La CAT présentait jeudi dernier, le 17 mai, simultanément à Montréal et dans ses bureaux régionaux (dont celui de Lon-

Présentant le rapport annuel de la CAT

J.-R. Ouellet déclare: "Nous n'avons pas atteint la moitié de l'amélioration à atteindre, mais nous sommes sur la bonne voie"

La CAT présentait jeudi dernier, le 17 mai, simultanément à Montréal et dans ses bureaux régionaux (dont celui de Lon-

par Marie-Josée Emard

gueuil) son rapport annuel '78. Il en ressort notamment une augmentation des accidents de travail

de l'ordre de 11% par rapport à '77.

Les détails de ce rapport sont les suivants: le total des accidents du travail

revenus globaux de la Commission en '78 s'élèvent à \$498,069,000, dont \$427,232,000. Proviennent des cotisations perçues auprès de 124,936 employeurs assujettis à la loi et \$70,837,000 des déplacements et intérêts sur les cotisations. Les dépenses globales s'élèvent à \$496,542,399.

1978: UNE ANNEE D'IMPLANTATION DIFFICILE

En place depuis 1931, la CAT n'avait subi aucune modification majeure de l'opération de décentralisation de '77. Couvrant cinq secteurs distincts (maladies professionnelles, victimes d'actes criminels, accidentés du travail, victimes d'acte de violence et accidentés d'automobile-assistance technique et informelle) la CAT vient de traverser une année d'implantation régionale difficile. Qu'il suffise de dire qu'on prévoyait 18,000 nouveaux dossiers alors que l'effectif en rapporté 30,855. En conséquence, des plans inadéquats et un personnel insuffisant.

Directeur du bureau régional de Longueuil, M. Jean-Robert Ouellet précise: "La CAT ne possède pas de banque d'emplois, elle se limite à ouvrir des portes et à suggérer des compromis entre l'accidenté et son employeur". Selon M. Ouellet, la décentralisation a permis à ce jour, une meilleure communication, incitant les agents et les membres de la CAT à délaissier le téléphone au profit des rencontres de personne à personne. "Actuelle-

ment, conclut-il, nos agents voient leurs dossiers toutes les semaines alors que l'an dernier ils n'arrivaient pas à passer au travers, même à l'intérieur d'un mois".

QUE PREPARE LA CAT POUR '79?

Ses objectifs restent les mêmes: humaniser les services en améliorant leur qualité et réduire les

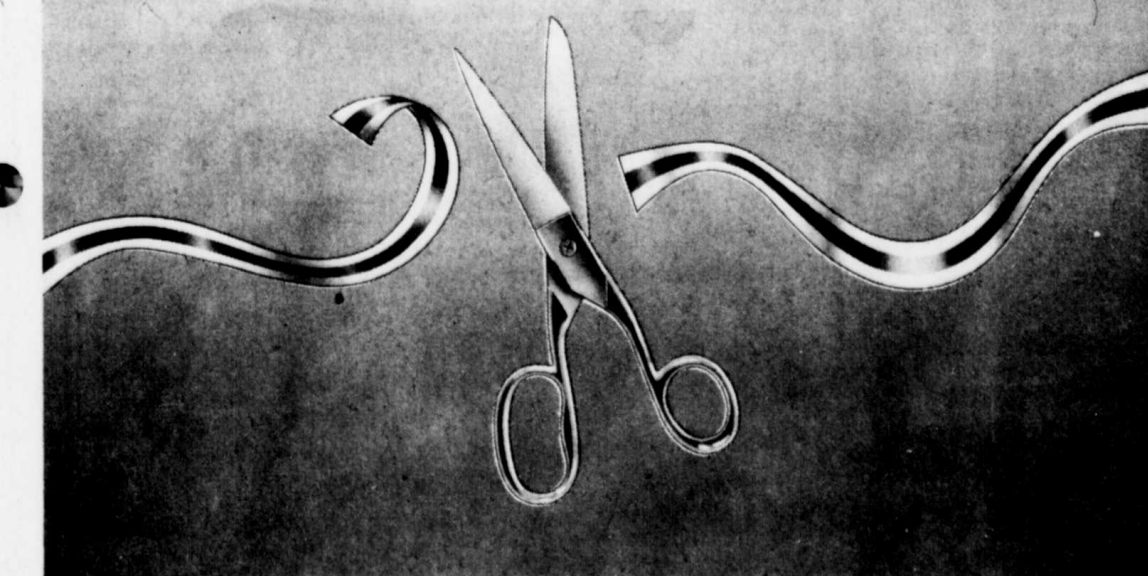
délais d'indemnités. C'est en vue de réduire les délais qu'un service de réadaptation sociale procède maintenant à un dépistage précoce des problèmes psychologiques qui guettent certains accidentés. En quelques mots, ce service permet à des agents de relations humaines de rencontrer le plus tôt possible l'accidenté dans son mi-

lieu, à domicile afin d'offrir son dossier, de mieux le connaître et d'être en mesure de lui apporter par la suite une aide accrue. Bref, la CAT aimerait réévaluer le concept d'évaluation; M. Ouellet précise sa pensée: "Il faudra finir par admettre que la jambe d'un travailleur de la construction vaut plus que celle d'un employé de bureau."



A ce jour, la voûte renferme près de 70,000 dossiers; on espère placer la majeure partie d'entre eux sur micro-films avant longtemps. (Photo Bernard Braut).

AUJOURD'HUI... MA CAISSE POPULAIRE



LA CAISSE POPULAIRE DE LYON UNE RÉALITÉ

Les officiers et le personnel de la CAISSE POPULAIRE DE LONGUEUIL sont heureux de souhaiter la bienvenue à toute la population du secteur.

Ils profitent de l'occasion pour remercier les officiers et le personnel de la CAISSE POPULAIRE ST-PIERRE APOTRE DE LONGUEUIL pour leur apport à notre évolution durant les neuf dernières années.



WORD of GOD

But why dost thou judge thy brother? or why dost thou set at nought thy brother? for we shall all stand before the judgment seat of Christ.

For it is written, As I live, saith the Lord, every knee shall bow to me, and every tongue shall confess to God.

So then every one of us shall give account of himself to God.

Romans 14:10-12

Maison établie sur la rive-sud depuis 20 ans

Ces appareils vous procureront des heures agréables SPECIAUX "ACTION PLEIN AIR"

TR-707C "RANGER-707"
Téléviseur de 8" dont le rendement et le style n'ont d'égal que sa versatilité. C'est l'appareil des gens d'action! Alimentation triple: pile/secteur/batterie de 12 V (voiture/bateau). Châssis 100% transistorisé et circuits intégrés. Auto-régulateur de voltage pour contribuer à éliminer les déformations de l'image dues aux fluctuations du courant lorsque l'appareil est branché sur le secteur. Antenne VHF/UHF unipolente amovible. Prise de sortie audio. Piles Panasonic et écouteur inclus.

☐ "Action plein air"

TR-535C "POP-UP 535"
Téléviseur avec écran de 5" escamotable combiné à une radio FM/AM de sonoris remarquable. Châssis 100% transistorisé et circuits intégrés pour une fiabilité accrue. Fonctionne sur le secteur, sur batteries "Panasonic" rechargeables et, avec le fil adaptateur disponible en option, sur batterie de 12 V (voiture/bateau). Sélecteur de canaux VHF et UHF à décodeurs. Antenne unipolente. Batteries "Panasonic" et écouteur inclus.

☐ "Action plein air"

TR-5000C "RANGER-5000"
Comment exprimer son admiration devant une telle réalisation? Téléviseur de 5" avec radio FM/AM et magnétophone à cassette. N'est-ce pas fantastique? Ce modèle inclut syntonisation électronique, 5-mètre décodeur/voltmètre, antenne unipolente VHF/UHF, micro avec support, écouteur, prises d'entrée et de sortie audio. Châssis 100% transistorisé et alimentation triple: pile/secteur/batterie de 12 V (voiture/bateau). Coffret fini grené noyer. Piles et batterie incluses.

☐ "Action plein air"

TR-822C
Téléviseur de 12" aux lignes attrayantes. Fonctionne de deux façons: sur le secteur ou sur batterie de 12 V (voiture/bateau). Châssis 100% transistorisé pour une durabilité accrue. Auto-régulateur de voltage pour contribuer à éliminer toute déformation de l'image due aux fluctuations du courant lorsque l'appareil est branché sur le secteur. Sélecteurs de canaux VHF et UHF à décodeurs. Antenne unipolente. Écouteur inclus. Deux couleurs au choix: blanc ivoire et orange brûlé.

☐ "Action plein air"

TR-555C "RANGER-555"
De construction robuste mais dépendant très léger, ce téléviseur de 5" est tout désigné pour les gens actifs. Châssis 100% transistorisé et circuits intégrés. Alimentation triple: pile/secteur/batterie de 12 V (voiture/bateau). Auto-régulateur de voltage pour contribuer à éliminer les déformations de l'image dues aux fluctuations du courant lorsque l'appareil est branché sur le secteur. Sélecteurs de canaux VHF et UHF à décodeurs. Antenne unipolente. Fil adaptateur, piles et écouteur inclus.

☐ "Action plein air"

TELEVISEUR PORTATIF 5" \$219.

Service après vente par nos électroniciens qualifiés

LEEANA

2219 Ch. Chambly, Longueuil 677-8984



La solution québécoise

Par le partage depuis des siècles sur un même sol de la même histoire, de la même langue, du même vouloir-vivre collectif, le Québec a toutes les caractéristiques de la nation. Les aléas de l'histoire ont pu faire que l'espace canadien apparaisse constitué de dix provinces. En fait, le Canada est composé de deux nations.

Ce Québec-nation, entraîné dans une confédération dont il attendait la reconnaissance de son autonomie, a pu certes obtenir quelques pouvoirs en 1867. Il les devait à l'évidence de cette réalité. Mais ces pouvoirs, d'ailleurs rognés sans cesse par la volonté centralisatrice d'Ottawa, se sont avérés tout à fait insuffisants pour ses fins nationales: sociales, culturelles, économiques.

Le Québec a donc été ainsi maintenu constamment dans un statut de province, dans un carcan constitutionnel que son état de nation lui a toujours fait refuser, la nation québécoise se trouvant ainsi naturellement minorisée, déclassée, menacée dans son identité et son existence. D'où la gravité et la permanence d'une crise constitutionnelle qui ne date pas du 15 novembre 1976 mais a toujours été au coeur de notre histoire.

Les années 60 ayant fait résurgir avec force la conscience nationale des Québécois, ce n'est pas aujourd'hui que le Québec va accepter ce fédéralisme assimilateur et décomposant dont il n'a vraiment jamais pris son parti. On a bien vu par des sondages récents que les Québécois sont aujourd'hui si avides de changements qu'ils se prononcent dans leur immense majorité contre le maintien d'un statu quo constitutionnel qui ne peut que paralyser leur épanouissement.

Devant ce rejet du fédéralisme tel qu'il est, on propose depuis des années aux Québécois une succession de prétendues "solutions de rechange" seulement destinées à leur faire prendre leur mal en patience en attendant qu'ils n'aient plus la force d'empêcher leur assimilation définitive.

Ces pseudo-solutions, genre "fédéralisme renouvelé", sont autant de trompe-l'oeil qu'on feint de nous présenter comme une troisième voie praticable entre le fédéralisme agresseur et l'indépendance pure et simple.

Cette supposée troisième voie est impossible. Tout renouvellement, en effet, supposerait à l'intérieur du régime actuel, un statut particulier et des pouvoirs et privilèges spéciaux pour le Québec, ce que les autres provinces, majoritaires par rapport à nous dans l'ensemble canadien, n'accepteraient pas de nous voir obtenir à leur détriment.

C'est ici qu'apparaît la solution québécoise de la Souveraineté-Association, qui ne cesse de s'articuler et de se clarifier depuis près de douze ans. Si l'on tient à parler de troisième voie, disons qu'entre le vieux statu quo dépendant et anti-productif du fédéralisme dans lequel on nous enferme encore, et le plongeon dans une indépendance qui excluerait d'office tout dialogue et romprait tous les ponts, la thèse du parti et du gouvernement québécois constitue la vraie et la seule troisième voie: la négociation d'une vraie confédération, c'est-à-dire d'une association entre deux Etats souverains, entre deux nations politiquement égales, pour remplacer la consociation actuelle.

A cette nouvelle entente, qui s'inscrira dans la continuité logique de notre histoire, qui remplacera la dépendance par l'égalité et l'amitié par l'amitié, les deux parties trouveront enfin pleinement leur compte: les nouveaux rapports continueront largement les anciens entre les deux communautés et la vie économique, contrairement à l'avis des alarmistes professionnels, ne sera nullement bouleversée, mais au contraire plus harmonieuse, parce que les Québécois se seront assumés politiquement.

C'EST DIRE QUE, DESORMAIS, AUSSI LOIN DE LA PEUR TROP COUTUMIÈRE QUE DU RADICALISME UTOPIQUE, LES QUEBÉCOIS ONT LES MOYENS, TOUS ENSEMBLE, DE SE DONNER VÉRITABLEMENT UN AVENIR.



René Lévesque

éditorial

La dernière d'un show de \$75 millions

Le rideau est tombé dans la soirée du 22 mai, pour un temps indéterminé, sur la dernière représentation d'un spectacle à grand déploiement.

La troupe des comédiens pouvait se déplacer d'un océan à l'autre grâce à une subvention des contribuables totalisant grosso modo \$75 millions.

Le jury a rendu son verdict et décerné 282 trophées, au meilleur acteur et aux comédiens qui se sont distingués dans les rôles de soutien.

Les récipiendaires commencent dès aujourd'hui les répétitions en vue du prochain "greatest show".

La distribution des rôles ne sera connue du metteur en scène que dans une quinzaine de jours.

La pièce retenue et la date du prochain spectacle n'ont pas été annoncées.

Nous croyons savoir qu'il s'agira à nouveau d'une oeuvre tragi-comique Canada-anglo-francophone, où le contribuable trébuche sur une série d'embûches qui l'amène à questionner sa santé.

Les représentations qui viennent de se terminer devaient offrir plusieurs éléments extraits de "Love story" cependant en dépit du peu de temps mis à notre disposition, une rapide enquête auprès de la firme de sondage Kleenex ne démontre aucune hausse notable des ventes durant les derniers 60 jours.

Les organisateurs du prochain spectacle songent à faire coïncider les représentations avec la période de la fièvre des foins.

Une mention spéciale a été décernée pour la scène sur "l'unité nationale" même si plusieurs spectateurs se rendaient au bar durant la déclamation. Ce sont les membres du jury d'origine francophone qui ont réussi à imposer cette mention spéciale à leurs confrères.

Toutes les scènes où "l'autodétermination" revenaient comme un leitmotiv dans la pièce ont été très mal défendues par les comédiens selon le jury. Des blancs de mémoire, des débits saccadés, des hésitations ont déçu les spectateurs surtout dans les représentations offertes au Québec.

Une formule qui a fait ses preuves, le "pay as you go" est retenue par les organisateurs du prochain spectacle. Le contribuable subventionnera à nouveau les répétitions et les représentations de la troupe nationale.

La prochaine oeuvre tragi-comique Canada-anglo-francophone est titrée provisoirement: "référéendum".

En raison des critiques du jury, il se peut fort bien cependant qu'on veuille reprendre les scènes concernant "l'autodétermination" et même en faire le titre du prochain spectacle.

L. Beauregard.

Oui à la "clinique Lazure" à Charles Lemoyne?

Suite à un article paru en première page du Courrier du Sud du 2 mai dernier sous le titre: "Les médecins de Charles Lemoyne disent NON à l'avortement", un gynécologue obstétricien de cet hôpital le Dr Robert Tanguay nous a demandé de publier intégralement la lettre suivante

par Raymonde Bellerive

qui donne un son de cloche qui diffère considérablement de celui déjà entendu.

Dans le texte en question, on mentionnait que le conseil d'administration n'avait finalement pas eu à se prononcer sur la "Clinique Lazure" puisque, suivant la filière normale, le projet avait d'abord été présenté au Conseil des médecins et dentistes de l'hôpital qui a dit NON à la clinique d'avortement thérapeutique fai-

sant partie du deal proposé par le ministre Lazure.

On pouvait dès lors supposer que tous les médecins avaient été consultés, mais le Dr Tanguay affirme qu'on s'est borné à demander l'opinion des chefs de départements.

Le Dr Tanguay nous a d'ailleurs fait parvenir certains documents démontrant clairement qu'un grand nombre de médecins de Charles Lemoyne sont d'avis qu'un comité d'avortement thérapeutique est non seulement acceptable ou souhaitable, mais même obligatoire compte tenu du très grand nombre de femmes de la Rive-Sud qui demandent (et obtiennent ailleurs) un avortement thérapeutique ou non.

Voici, sans commentaires, la lettre du Dr Tanguay:

Madame Raymonde Bellerive, Courrier de la Rive-Sud.

Chère Madame,

Permettez-moi de vous féliciter du courage dont vous avez fait montre en attaquant dans votre article du 2 mai 1979 une décision irresponsable de certains médecins de l'hôpital Charles Lemoyne. Je réfère ici à la décision de refuser l'implantation d'une "Clinique Lazure" privant ainsi 400 000 usagers de services complets en fertilité et en stérilisation; ces services ne seront pas offerts à la population simplement parce que certains médecins du Conseil des Médecins et Dentistes de l'hôpital Charles Lemoyne refusent obstinément d'offrir à la population qu'ils doivent desservir le service d'un comité d'avortement thérapeutique.

Or, on sait que le gouvernement provincial actuel, soucieux de répondre aux besoins d'un large secteur de la population, a décidé qu'un service complet en planning des naissances devait inclure le service d'avortement thérapeutique pour pallier aux erreurs de contraception.

En tant que médecin gynécologue faisant partie du Conseil des Médecins et Dentistes de l'hôpital Charles Lemoyne, je veux apporter quelques faits qui justifieront davantage votre indignation face à l'attitude irresponsable de certains membres du Conseil des Médecins et Dentistes et face à la mauvaise foi de certains membres du Conseil d'administration de l'hôpital.

Quelqu'un vous a délibérément induite en erreur en vous faisant croire que "LES MÉDECINS DE CHARLES-LEMOYNE DISSENT NON À L'AVORTEMENT" ainsi que l'indique le titre de votre article. Au contraire, la grande majorité des médecins susceptibles de recevoir des demandes d'avortements thérapeutiques ont déjà déclaré qu'un comité d'avortement thérapeutique était au moins acceptable, souhaitable et même obligatoire comme l'indique une copie de l'enquête effectuée à l'hôpital en 1975. Vous remarquerez dans le rapport de cette enquête que déjà, en 1975, seulement 16,6% des médecins ayant répondu à cette enquête s'opposaient à la formation d'un comité d'avortement thérapeutique.

Il est donc important que vos lecteurs fassent la distinction entre l'ensemble des médecins de l'Hôpital et certains membres trop influents du Conseil des Médecins. Or, à ce que je sache, la grande majorité des médecins de l'hôpital n'a pas été consultée pour l'implantation de la "Clinique Lazure". Dans la plupart des départements, seuls les chefs de département ont été consultés et ceux-ci ont répondu en leur nom sans consulter officiellement, lors de réunion régulière, l'ensemble de leurs membres. Sans doute, avaient-ils peur qu'une consultation générale entraîne un oui massif de la part des médecins. D'ailleurs, dans le seul département où il y a eu une consultation des membres, en psychiatrie, le vote a été: oui à la clinique Lazure.

Si la population se voit aujourd'hui privée de services complets et spécialisés en planning des naissances, ce n'est pas à cause des médecins de l'hôpital, mais à cause de quelques médecins réactionnaires, intolérants et irresponsables. Ces quelques médecins ont délibérément choisi de ne pas répondre à un besoin d'un large secteur de nos usagers.

En effet, vous remarquerez aussi dans la recherche ci-haut mentionnée que déjà en 1976, les médecins consultés avaient reçu 363 demandes d'avortement et que ces mêmes médecins avaient référé 346 de ces demandes à d'autres ressources. De plus, une compilation faite en 1977 par la Fédération du Québec pour le Planning des Naissances auprès de deux hôpitaux et une clinique de Montréal a révélé que 709 interruptions de grossesse ont été effectuées pour des résidentes de la région Sud de Montréal (Région 6C) dont le territoire est desservi en très grande partie par l'hôpital Charles-Lemoyne. Et il ne s'agit que de trois institutions. Le nombre atteindrait facilement quelques milliers si on avait tenu compte des autres hôpitaux, des autres cliniques, des agences privées, des cliniques aux États-Unis et des "Cliniques Motels de la Rive-Sud" citées dans votre article.

Or, que répondent certains membres du Conseil des Médecins et Dentistes à ces faits? Que les femmes n'ont qu'à aller à Montréal qui est tout près. Quel sens des responsabilités n'est-ce pas? Pourquoi alors ne pas aussi envoyer à Montréal les quelques milliers de cas de césariennes, de ligatures de trompe et de hernies discales et au bout du compte pourquoi ne pas fermer l'hôpital puisque Montréal est si près? On voit bien par là la stupidité d'un tel jugement même lorsqu'on l'applique aux avortements thérapeutiques surtout quand on sait qu'il y a à Charles Lemoyne les ressources disponibles.

En effet, la recherche effectuée en 1975 démontre bien qu'au moins 33 médecins étaient disposés à faire partie d'un éventuel comité d'avortement thérapeutique. La loi n'en exige que trois... De plus, et contrairement aux affirmations que vous faites le conseil d'administration, il y avait déjà en 1975 des médecins spécialistes disponibles pour effectuer les avortements thérapeutiques. Je connais personnellement très bien un de ces médecins spécialistes en question et je peux vous assurer qu'il n'a pas changé d'idée depuis. Enfin, il y a aussi suffisamment d'infirmières disponibles pour assurer un service chaleureux, compréhensif, sympathique et d'excellente qualité.

Ainsi, il y a une forte demande pour un service d'avortement thérapeutique, un climat d'acceptation chez la majorité des médecins et des infirmières, des médecins spécialistes prêts à les effectuer et des médecins disposés à siéger sur le comité d'avortement thérapeutique. Que manque-t-il alors? Il manque au Conseil des Médecins et Dentistes un comité exécutif représentatif et responsable.

Mais il manque aussi un Conseil d'administration soucieux de répondre aux besoins de la population. En effet, je ne voudrais pas terminer mes propos sans que la population à qui l'on vient de refuser un service complet et spécialisé en planning des naissances, sache qu'elle a élu un conseil d'administration fantoche et Ponce-Pilate, un conseil d'administration qui se lave les mains en disant qu'il doit se plier aux décisions de certains membres influents du Conseil des Médecins et Dentistes. Qui doit gouverner? Le Conseil d'administration d'un hôpital ou quelques médecins réactionnaires, intolérants et irresponsables. Or, il semble bien que ce sont ces derniers qui ont décidé en ce qui concerne la "Clinique Lazure".

Mais à cet aplâtrisme de certains

BURNS QUITTE LA POLITIQUE!

JE SUIS BURNS "BRÛLÉ"



WORD of GOD

Jesus said:

After this manner therefore pray ye: Our Father which art in heaven, Hallowed be thy name.

Thy kingdom come. Thy will be done in earth, as it is in heaven.

Give us this day our daily bread.

And forgive us our debts, as we forgive our debtors.

And lead us not into temptation, but deliver us from evil: For thine is the kingdom, and the power, and the glory, for ever. Amen.

Matthew 6:9-13

l'homme d'affaires de la semaine

Jean-Claude Désy



M. Jean-Claude Désy est depuis peu de temps, le gérant du commerce de matériaux de construction C.B.S. situé au 875 Boul Taschereau à Greenfield Park. C.B.S. est la filiale d'une chaîne de magasins très connue, qui a permis à M. Désy d'acquiescer toute l'expérience nécessaire pour l'exercice des fonctions qui lui sont assignées.

M. Désy dirige une équipe de 20 employés dynamiques qui sont en mesure de conseiller la clientèle en terme de rénovation, etc... Malgré sa position, M. Désy essaie plus souvent possible d'être près du public afin de connaître et cerner ses exigences.

COLLÈGE FRANCAIS

185 OUEST RUE FAIRMOUNT METRO LAURIER

INSCRIPTIONS

- PRIMAIRE (Pensionnat - Transport) (Annexe Longueuil, 1391 rue Beauregard)
- SECONDAIRE (Places disponibles en secondaire I)
- COLLEGIAT (Collégial I et II)
- Préparation au D.E.C. (Diplôme d'études collégiales)

COURS PRÉPARANT AUX STRUCTURES D'ACCUEIL UNIVERSITAIRES

- SCIENCES DE LA SANTÉ
- SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES
- SCIENCES DE L'ADMINISTRATION
- SCIENCES HUMAINES
- LETTRES, LANGUES

• TRANSPORT: (Sec. collégial). Trajet des autobus scolaires: ST-HILAIRE, Beloeil, St-Basile, St-Hubert, Montréal rue Fairmount, STE-JULIE, St-Bruno, Longueuil, Montréal rue Fairmount, BROSSARD, Lafayette, Greenfield Park, Montréal rue Fairmount, PRÉVILLE, St-Lambert, Ville Lemoyne, Montréal rue Fairmount.

Pour renseignements, inscriptions et prospectus

Tel. 272-0754 • 272-1455 • 272-3848

Permis du ministère de l'éducation No. 739 971 et 739 555

le mot du jour

par Louis. P. Séguin

Rebattre et rabattre

Le typographe, ou serait-ce la dactylo, m'a fait commettre une faute qui est commune, pas grave en soi, mais qu'il est bon de relever. J'employais dans une récente chronique l'expression verbale "rebattre les oreilles". Cela devient rabattre les oreilles. C'est une faute assez courante parce que le verbe rabattre est plus connu que rebattre qu'on n'emploie que rarement. Rebattre les oreilles signifie répéter constamment une chose à quelqu'un, lui en battre les oreilles à plusieurs reprises. Il existe une expression qui signifie: faire taire le bavardage ennuyeux de quelqu'un: c'est lui rabattre le caquet. Le caquet est le gloussement d'une poule au moment où elle pond. On peut dire par là, également, obliger quelqu'un à se taire, à abandonner ses prétentions. Un homme politique pourrait très bien dire de son adversaire, par exemple: Je vais lui rabattre le caquet. Quitte à nous rebattre les oreilles de ses promesses à lui.

Les fraudeurs de l'impôt peuvent se confesser

Les contribuables qui fraudent l'impôt, soit en omettant de produire une déclaration, soit en produisant de faux renseignements, ont la possibilité d'éviter les pénalités qui peuvent leur être imposées pour évasion fiscale en faisant, de leur propre gré, une confession complète.

Les contribuables qui désirent faire une divulgation volontaire doivent en aviser Revenu Canada Impôt avant que le Ministère ne communique avec eux. Une divulgation n'est pas réputée être volontaire si Revenu Canada, Impôt a commencé une enquête sur la situation fiscale du contribuable, directement ou par l'entremise de tierces personnes dans le but de vérifier soit les déclarations d'impôt sur le revenu, soit les dossiers.

Lorsqu'un contribuable fait une divulgation volontaire, il doit faire état de tous les faits pertinents et pas seulement des renseignements que, selon lui, le Ministère pourrait découvrir ou juger suffisants. De fait, si un contribuable essaie de cacher certains renseignements lors de sa di-

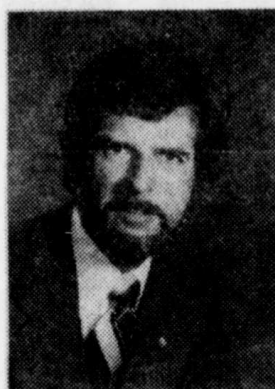
(Suite à la page A-7)

CAISSE D'ETABLISSEMENT DE LA RIVE-SUD
1570 Boul. Provencher, Brossard

101/2%

Certificat de dépôt garanti minimum: \$1,000.00
intérêt payable à l'échéance Placement de 3 ans
Téléphone: 671-5937

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôt du Québec



L'entente entre les provinces doit précéder le rapatriement de la Constitution

Le Premier ministre du Canada menaçait, la semaine dernière, de procéder unilatéralement au rapatriement de la constitution canadienne, s'il était réélu le 22 mai prochain.

Suite à cette déclaration, j'ai présenté une motion voulant que l'Assemblée Nationale s'oppose à toute tentative du gouvernement fédéral de poser un tel geste, sans le consentement unanime des provinces.

À la surprise générale, le nouveau Chef du Parti Libéral du Québec, M. Claude Ryan, n'a pas cru bon d'appuyer cette motion, disant qu'il préférerait attendre les événements. Néanmoins, dans ses déclarations ultérieures, M. Ryan a donné son appui à l'esprit et à la lettre de cette motion, se joignant à l'Union Nationale pour dénoncer l'attitude intransigeante du gouvernement Trudeau.

Le gouvernement fédéral ne peut compromettre, par le rapatriement prématuré de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, la révision constitutionnelle souhaitée par les provinces, en passant outre au droit des provinces à refaire la constitution à titre de membres à part égale de la fédération canadienne.

Il est absolument illusoire et illogique de même penser à un rapatriement de la constitution canadienne dans sa version actuelle, avant d'avoir conclu une entente entre les provinces.

Je crois qu'il faut prendre tous les moyens à notre disposition pour en arriver à une nouvelle série de conférences constitutionnelles. Il est temps de définir un nouveau partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces qui reconnaîtra un rôle accru à celles-ci, tout en tenant compte des besoins économiques et sociaux des diverses régions du pays.

Ce nouveau partage des pouvoirs se traduirait par des règles qui limitent le "pouvoir de dépenser" du gouvernement central strictement aux matières de sa compétence et reconnaissent la juridiction exclusive des provinces dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, de l'habitation et de l'aménagement du territoire et des affaires culturelles. Seules les provinces devraient établir les priorités et administrer les programmes en matière d'immigration, de développement économique et de communications.

Il va donc de soi qu'avant de s'occuper de la forme, il faut s'attaquer au fond du problème. Il s'avérera plus facile, par la suite, de s'entendre sur le rapatriement de la constitution et sur son corollaire que constitue la formule d'amendement.

Rodrigue Biron



La rencontre des candidats à l'exécutif du Parti Québécois avec les délégués de la Rive-Sud

Pierre Renaud résume clairement l'objectif du prochain Congrès national: le consensus du Parti à l'approche de la minute de vérité

Les deux candidats au poste de vice-président du Parti Québécois, Pierre Renaud et Louise Harel

par Raymonde Bellerive

rencontraient, jeudi soir dernier, les délégués de la Rive-Sud devant lesquels ils ont fait valoir leurs arguments respectifs pour être élu à ce que Mme Harel, en toute

naïveté semble-t-il, a qualifié de "comité restreint de l'exécutif national du Parti Québécois". Alors

concevoir la bataille à livrer dans les mois qui viennent. Signe incontestable des temps, l'approche intransigente était de toute évidence celle de Louise Harel, tandis que Pierre Renaud se définit lui-même avant tout comme un homme de consensus qui croit qu'il est indispensable que les militants du parti acceptent de faire un

minimum de concessions dans l'accès à l'essentiel.

HAREL

"Il nous faut avoir le courage de nos opinions, mentionnait Louise Harel. Le P.Q. est sans aucun doute le meilleur gouvernement que le Québec a jamais eu, mais le dynamisme du parti doit être aussi grand maintenant qu'il l'était dans l'opposition.

C'est le parti qui doit relever le défi de susciter l'enthousiasme du plus grand nombre possible de Québécois pour notre grand projet d'indépendance nationale et de justice sociale".

Mme Harel souhaite ardemment être la première femme à accéder à la vice-présidence et celle qui représentera les militants qui butent sur l'étapisme et qui sont prêts à défoncer une porte déjà ouverte sous prétexte de transparence.

véritable rassemblement plutôt que d'une unanimité factice pour faire face à l'opposition des Trudeau, Ryan, Lemelin, Marchand, prêts à tout pour nous écraser".

Répondant à la question d'un délégué, Pierre Renaud disait: "L'indépendance à l'état pur, ça n'existe pas. C'est pourquoi nous devons présenter un portrait global de notre projet qui s'appelle la souveraineté-association maintenant à notre portée".

Il rejoignait dans son approche le président du Parti Québécois René Lévesque qui a écrit, justement en prévision du 71ème congrès du Parti qui se tiendra les 1er, 2 et 3 juin prochains:

"Vous comprendrez que, dans ce contexte pré-référendaire, je fasse le vœu d'une équipe véritable, solide et dynamique, qui démontre la force et la vitalité d'un parti profondément démocratique, et comme jamais uni, soudé pour la victoire".

IGNORANT LES RESULTATS DES ELECTIONS AU MOMENT DE METTRE SOUS PRESSE
"LE COURRIER" VOUS OFFRE DEUX CARICATURES

Si le gouvernement libéral est élu



Si le gouvernement conservateur est élu



Candidat au poste de conseiller-député Marois veut faire la jonction entre le Gouvernement et le Parti

En plus du poste ouvert à la vice-présidence aux élections du 3 juin prochain, quatre députés-conseillers et 7 militants devront être élus pour former l'exécutif du Parti Québécois dont le président est René

Lévesque, le trésorier Philippe Bernard et le conseiller au programme Pierre Harvey.

Un ministre, Pierre Marois, et 4 députés, Jean-Pierre Charbonneau, Guy Chevrete, Denise LeBlanc Bantey et Gilbert Paquette sont prêts à "s'embarquer" comme conseillers-députés pour être le plus utiles possible au Parti.

En trois minutes à peine chacun, ils ont dû expliquer leurs points de vue, différents dans la forme, mais d'où émanait cependant un consensus: enfin le moment est venu! Il nous faut, plus que jamais, nous serrer les coudes pour réaliser notre grand projet de bâtir un pays.

Le député de Laporte et ministre d'Etat au développement social Pierre Marois, pour sa part, veut faire la jonction entre le Gouvernement et le Parti. Ses responsabilités de ministre, dit-il, loin d'être un handicap, en font le candidat le mieux placé pour faire du projet politique et social du PQ, un projet d'équipe, et pour éviter les tensions entre élus et militants. "Tout est là si on le mérite!", mentionnait

Pierre Marois qui n'a pas manqué de rappeler que le prochain congrès serait vital et pour le Parti et, par le fait même, pour le Québec.

CHARBONNEAU ET LES AUTRES

Le député du comté de Verchères a, de son côté, insisté sur le fait que le PQ n'a pas à s'excuser d'avoir pris le pouvoir, même s'il s'agit d'un pouvoir tronqué à cause du fédéral. "Le PQ est toujours le parti du monde ordinaire", ajoutait-il.

Charbonneau a défini de façon imagée la souveraineté-association en disant qu'il ne s'agit pas de divorcer pour se remarier mais beaucoup plus simplement de changer le contrat de mariage pour être en mesure de se parler d'égal à égal.

Gilbert Paquette député de Rosemont qui se définit comme un militant à plein temps craint que le Parti s'encroûte si on ne lui confie pas la responsabilité de la campagne référendaire, tandis que Guy Chevrete de Joliette reproche au PQ sa tendance à intellectualiser ses thèses. "Maintenant, dit-il, que le temps est venu de passer à l'action pour obtenir un oui massif, il importe de favoriser une approche pratique avec des exemples concrets pour diminuer la peur chronique chez certains Québécois".

La plus féministe des députés, Denise LeBlanc Bantey a tout de même utilisé des comparaisons "féminines": "on ne peut faire une omelette sans casser des oeufs, et le moment est venu de commencer l'omelette. Pour inciter le Parti à retrouver sa vigueur, parce que sans militantisme élevé, un parti est voué à la sclérose, il faut des femmes à l'exécutif national". Le député des Îles-de-la-Madeleine, citant René Lévesque ajoutait: "à compétence égale, choisissons des femmes qui sauront réussir l'omelette sans agiter comme des éléphants dans des

magasins de porcelaine".

ET LES MILITANTS

Dix militants sont candidats aux 7 postes de conseillers. Ce sont: François Boisclair de Sherbrooke, Jeannine Bourque de la Beauce, Gisèle Cayouette de Gaspé, Michel Gélinas ex-candidat dans N.D.G., Hélène Jacob ex-candidate dans l'Acadie, Francine Jutras de Drummondville, Michel LeDuc de Laval, Raymond Lemieux de la Beauce, Emmanuel Marcotte de Hull et Jean-Claude Moisan du comté de Louis-Hébert, qui forment une brochette de candidats représentant toutes les régions et tous les milieux, et qui ont tous les trois pré-requis indispensables pour accéder à l'exécutif, soit la conviction, l'expérience et la disponibilité. Et quels que

soient les élus parmi eux, pour le Parti Québécois l'unité et la cohérence sont à l'ordre du jour, parce que la minute de vérité est venue pour le Québec... tout le monde en est conscient.



Le ministre Pierre Marois, heureux, de toute évidence, qu'enfin le moment soit venu... (photo Bernard Brault).

Pierrôt coiffeur ENR.

Haute coiffure masculine par JEAN PIERRE du Mail Champlain

MINI MAIL MERO 676-2918

4555 Grande Allée Brossard

Présentez cette annonce pour un rabais de \$2.00 (Shampooing, coupe et mise en plis) Valable jusqu'au 15 juin Un coupon par personne

le c.l.s.c. longueuil est en fête

23 24 25 mai 1979

LE CLSC LONGUEUIL EST EN FÊTE

JEUDI 24 MAI

Activité spéciale pour les personnes âgées: café terrasse avec animation et musique par un accordéoniste et un folkloriste

19h30 à 22h30

Activité spéciale pour les jeunes (12-18 ans) et leurs parents: présentation de montages audiovisuels et discussions sur les thèmes: - l'adolescence - l'usage des drogues

VENDREDI 25 MAI

19h30 à 19h50

Cérémonie d'ouverture officielle avec la participation de messieurs Pierre Marois et Denis Laune

20h

Grande fête populaire en plein air avec la présence de monsieur René Lévesque: musique, danse et animation pour tous les âges: clowns, ballons et plaisir de toute la soirée.

TOUTE LA POPULATION EST INVITEE

En tout temps: Visite libre des kiosques CLSC LONGUEUIL EST 385 rue Lamare Longueuil 463-2850

RENAUD

Pierre Renaud, déjà président du Conseil exécutif, s'est laissé "tordre le bras" par René Lévesque qui insistait pour qu'il soit candidat à la vice-présidence, afin, dit-il, puisque la priorité d'aujourd'hui du Parti Québécois est d'ordre politique, d'exprimer sans ambiguïté ni réserve, avec la conviction qui me vient d'une longue expérience en ce sens, le consensus du Parti.

Il s'agit moins, ajoutait-il, au point où nous en sommes, d'éblouir par notre originalité ou d'étonner par notre audace, mais bien plutôt de rallier par la cohérence de notre message, par la concertation de nos voix, par le dynamisme de notre action.

Alors qu'approche la minute de vérité, nous devons, au-delà des diversités régionales et idéologiques qui nous enrichissent, faire en sorte de rejoindre dans l'unité l'ensemble du Québec et tous les Québécois.

Pierre Renaud croit que le président et le vice-président doivent être le porte-parole de tout le parti dans sa diversité. Il insiste sur la nécessité d'un

Pour Jean-Pierre Charbonneau, la souveraineté-association c'est un contrat de mariage à changer tout simplement. (photo Bernard Brault).

Le Rapport annuel de Gulf Canada

Pour la troisième année d'affilée, Gulf Canada Limitée a poursuivi inlassablement ses travaux d'exploration de pétrole brut et de gaz naturel dans les provinces de l'Ouest.

Au cours de 1978, les dépenses reliées à l'exploration, la production et la mise en

valeur des ressources pétrolières, du charbon et d'autres minéraux ont atteint le chiffre sans précédent de \$350 millions, en incluant des dépenses de l'ordre de \$82 millions pour l'entreprise Syn-crude. En 1977, les dépenses ont été de \$332 millions.

Comme il a déjà été mentionné, le bénéfice net de Gulf Canada de 1978 s'est élevé à \$182.9 millions ou \$4.02 l'action, soit une baisse d'environ un pour cent par rapport aux \$185.0 millions ou \$4.07 l'action de 1977. Les dividendes déclarés en 1978 ont été de \$51.9 millions ou \$1.14 l'action.

A cause de la vive concurrence du marché, le bénéfice au secteur des produits

MELO vs AVILA

EN EXCLUSIVITE ET EN DIRECT

LE 25 MAI

SUR TELECABLE VIDEOTRON

(5 autres combats seront présentés en direct)

A PARTIR DE 20h30

656-2111

telecable videotron

LOUEZ

UN TÉLÉ-COULEUR Quasar

14" PORTATIF	20" PORTATIF	25" CONSOLE
\$17. PAR MOIS	\$20. PAR MOIS	\$30. PAR MOIS

LESSARD

LESSARD INC 2219 CH CHAMBLAY LONGUEUIL 677-8984

CARTES D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELLES

SANTÉ

CLINIQUE MEDICALE
VICTORIA + RIVE-SUD

277 Boul. Churchill, Edifice Concorde
Suite no. 201, Greenfield Park
• Nouvelle Clinique Médicale
• Urgence médicale 7 jours par semaine de
9h. à 9h.
• Sans rendez-vous - Visite à domicile
• Urgence - Enfants - Adultes
• Chirurgie mineure
• Physiothérapie Dalmat

465-4980 671-1183

MARK. E. BOYD, M.D.

F.R.C.S. (C), M.R.C.O.G., F.A.C.O.G.

Obstetrics and gynaecology

AT

SUITE 1604, 666 SHERBROOKE STREET WEST
MONTREAL QUE. H3A-1E7
(corner University)

Téléphone 288-3133

CLINIQUE OPTOMETRIQUE
DE LONGUEUIL

Dr. Bertrand St Germain o.d.
Dr. Pierre Lavordure o.d.
Dr. Daniel Brézau o.d.
Dr. Christiane Lamarche o.d.
Examen de la vue
Lentilles - Cornéennes - rigides et souples
Rééducation Visuelle
1398 Chemin Chamblay, Longueuil
670-6400

CLINIQUE OPHTALMOLOGIQUE
DE LONGUEUIL

Dr. Roger Blanchette M.D.
Dr. Luc Mailloux M.D.
Dr. Montcalm Grenier M.D.
MEDECINS OPHTALMOLOGISTES
1344 Chemin Chamblay, Longueuil
SUR RENDEZ-VOUS
677-2100

F. FARHAT, o.o.d.

Opticien d'ordonnances
au 1340 Chemin Chamblay
Longueuil
677-2865
Prescription d'optométristes
et d'optométristes
Lundi au mercredi: 9:00 à 18:00 h
Jeudi et vendredi: 9:00 à 21:00 h
Samedi: 9:00 à 15:00 h

CLINIQUE DENTAIRE EMERILLON

DOCTEURS: Donald Lord
Serge Thibault
SERVICES: Urgence (24 heures)
Traitement complet enfants et adultes
Anesthésie générale
2886 de Lyon Longueuil 651-9934

CENTRE DENTAIRE
BROSSARD

Drs. Gilles Dion
Yvon Gagnon
René Levesque
H. Jacques Nadeau
Normand Roy
Lundi à jeudi
9:00 a.m. à 10:00 p.m.
Vend sam
9:00 a.m. à 5:00 p.m.
465-1220

CLINIQUE DENTAIRE
DE LONGUEUIL

Dr. Yves Barrière D.M.D.
Dr. Jean Yves Côté D.M.D.
Dr. Richard Drouin D.M.D.
Dr. Claude Dupuy D.D.S.
Dr. Guy Desautels D.M.D.
Dr. Serge Laing D.D.S.
41 De Gentilly, Ouest, Longueuil
463-2450

Centre dentaire Charles Lemoyne

100 Place Charles-Lemoyne
Suite 260
Métro Longueuil
Tél: 674-1504
Pratique:
Adultes et enfants
Service d'urgence
Lun. au ven
8h à 12h
9h à 21h
Sam-Dim
10h à 15h

DRS LALLÉE, SIMONEAU & ASS.

Chirurgiens-Dentistes
Dr. J.N. Lallée
Dr. Luc Lallée
Dr. M. Simoneau
Dr. D. Robert
1494 Chemin Chamblay, Longueuil
651-6610

ALCOOLIKES ANONYMES

SI VOUS VOULEZ BOIRE ET LE POUVEZ
C'EST VOTRE AFFAIRE
SI VOUS VOULEZ ARRÊTER ET NE LE POUVEZ
C'EST NOTRE AFFAIRE
TEL: 670-9480

SANTÉ

HENRI ARENSTEIN M.A.Ps.

PSYCHOLOGUE

(Evaluations - Thérapie)

100 Pl. Ch. Lemoyne 592 Victoria
Longueuil St-Lambert
651-5700 465-1340

JUSTICE

Brissette & St-Jacques

AVOCATS - LAWYERS

Damase Brissette C.R. Ginette Trépanier
Paul Lamarre Louis de l'Étoile
Michel Boucin Jacques Chandonnet
Jules Bernier
Avocat Conseil
Albert Côté
3 ouest, rue St-Charles Edifice Caisse Populaire
Longueuil 677-9144

Bernard K. Schneider

AVOCAT

ACCEPTONS CAUSES D'AIDE JURIDIQUE

555 Ouest 871-1224 Suite 1416
Dorchester Montreal

CIMONE & POUPART

Avocats & procureurs

Me Pierre Cimone, D.E.C.L.L.
Me Serge Poupart D.E.C.L.L.
CENTRE VERONNEAU
365 St-Jean, suite 220
LONGUEUIL, QUE.
670-7900-1 BUREAU OUVERT
LES MARDIS SOIRS

FERLAND & ARCHAMBAULT

AVOCATS

Gilles Archambault B.A.L.E.S.L.L.L.
Jean Y. Ferland B.A.L.E.S.L.L.L.
235 ouest, de Gentilly, Longueuil
677-9189 Rés: 467-2959

Hugues Nadon, LL. L.

AVOCAT

6185 Boul. Taschereau Suite 200
Brossard, J4Z 1A3
Bur: 676-7174
Rés: 672-5318

CHABOT & BELANGER

Notaires - Notaries

André Chabot B.A.L.L.L.
Huguette Bélanger B.A.L.L.L.
245 ouest rue de Gentilly BUREAU: 674-7505
Longueuil 674-0052

RONALD ACHIM, AVCT

2197 Sherbrooke, Est
Montréal, 527-9373

ASSURANCE

O. René Gravel & cie inc.

Courtiers d'assurances

Insurance brokers

100 Place Charles-Lemoyne 670-9000
(station du métro), Longueuil 871-9299
J4K 2T4

PAUL DESILETS

ASSURANCES

405 Notre-Dame (Coin Desautels)
671-7875 St-Lambert 871-1475
TOUS GENRES D'ASSURANCES
465-5177

TIMBRES - MONNAIES

Monic & Hubert Du Mésnil

Négociants

247 St Charles ouest
Longueuil
670-4257
TIMBRES & MONNAIES
ACHATS - VENTE - ACCESSOIRES

ACHETONS ARGENT

(Silver)

1966 et moins 1967-68 Prix sur demande
Demandez Michel
247 ouest, St-Charles, Longueuil

EVALUATION

GILLES MARTEL & ASSOCIÉS

Evalueurs agréés

— Constatacion d'évaluation — Valeur assurée
— Prêt hypothécaire — Résidentiel, commercial & industriel
37, ouest St-Charles 463-1290
Longueuil, Que. J4H 1C5 Si occupé 463-1262

AUTRES

URGEL BOURGIE LTÉE

933-1145

70 boulevard

Lemoyne,

LONGUEUIL

674-0756

63 avenue

Lorne,

ST-LAMBERT

671-0780

M. René Asselin, gérant

TÉL: 678-1722

PHOTOS

MICHEL BRUNEAU

PHOTOGRAPHIE DE TOUS GENRES

1820 BOUL. EDUARD

ST-HUBERT, QUE.

M & L Electric Inc

Entrepreneur électricien. Spécialités: câblage électrique, distributeurs Glassheat, Camions équipés d'échelle hydraulique.

Res: 671-4037

770 Green St-Lambert

Bur: 849-8071

Si c'est électrique, nous le

BOUCHARD & FILS

ENRG

RENOVATION GENERALE

A L'HEURE OU AU CONTRAT

ESTIMATION GRATUITE

655-4161

AVEZ-VOUS FAIT VOTRE TESTAMENT?

AVEZ-VOUS SONGÉ

À UN PRÉ-ARRANGEMENT FUNÉRAIRE?

Les deux sont d'une importance capitale pour vous et vos proches.
Que vous ayez fait ou non votre testament, le pré-arrangement vous procurera sérénité et tranquillité d'esprit. Pensez-y maintenant; c'est important.

QUE VOUS CHOISSIEZ L'INHUMATION OU L'INCINÉRATION. Nos services sont disponibles à partir de \$295, incluant transport de l'hôpital ou résidence, transport au cimetière ou au crématoire, cercueil et formalités. Les transports sont inclus dans un rayon de 25 kilomètres de Longueuil.

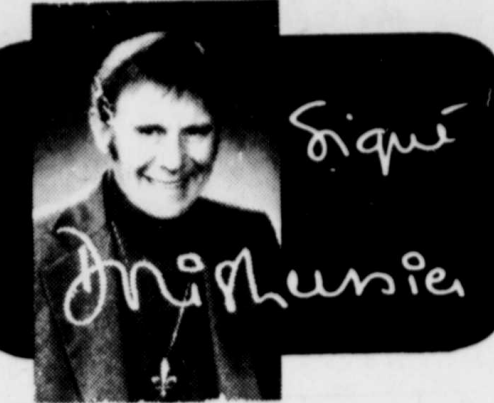
Ed. Darche & Fils Inc.

DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES

Siège social:

505, ouest Boul. Curé-Poirier
Longueuil, 674-3238

8 résidences funéraires sur la Rive-Sud.

SERVICE DE DISTINCTION
DEPUIS TROIS GÉNÉRATIONS

Ode à la Québécoise

Québécoise, ma pareille, ma sœur, je te salue.

Et je t'aime.

Je t'aime parce que, Eve immortelle, tu es la source et la joie de ma vie.

Je t'aime parce que tu es en même temps ma mère, mon épouse, mon amie, ma camarade.

Je t'aime parce que mon amour est une justice.

Je t'aime parce que je te dois d'être.

Je t'aime parce que je te dois ma nation, cette famille mienne que depuis quatre siècles tu as faite de ta chair, de ton cœur et de ton intelligence. De la fleur de ta chair, du courage de ton cœur et de la lumière de ton intelligence.

Je t'aime parce que tu es notre commencement et notre continuité. Parce que tu es le centre palpitant de notre histoire. Parce que c'est de toi qu'est né notre hier, que vit notre aujourd'hui et que se perpétuera notre demain.

Je t'aime parce que tu es l'indispensable.

Hier, ceux que les armes anglaises avaient tués sur les champs de bataille, tu les as fait renaitre dans des berceaux. Et aujourd'hui, je te retrouve encore debout à nos côtés, maniant les armes de la libération. Mère, tu as sauvé de la mort la nation-enfant; combattante, tu traces avec nous la route de la liberté et tu façonnas un destin de victoire.

Je t'aime parce que tu es la plus belle, la plus pure et la plus fidèle image de l'idée que je me fais de ma patrie.

Je t'aime, c'est tout...

Je t'aime parce que nous avons besoin de toi.

Je t'aime parce que tu es non seulement la racine de ma race, mais parce que tu es l'enchantement de mes jours.

Je t'aime parce que tu es l'amour même. Et que je ne viens de toi que pour aller vers toi. Vers la joie dont tu es le lieu, la cause et l'extase.

Je t'aime parce que tu es toi. Et que sans toi rien de nous ne serait plus. Tu es le perpétuel recommencement du monde.

Je t'aime parce que tu es source, lumière, chaleur, grâce et force. Et que ta vocation sur terre est de tout y faire fleurir.

Je t'aime parce que mon cœur vient du tien. Et vit du tien.

Je t'aime.

Doris Lussier

Deux poids,
deux mesures
ou
d'égal à égal

Lorsqu'a été comme l'intention du gouvernement du Québec de mettre sur pied, dès cette année, une première étape de revenu minimum garanti pour les petits salariés québécois, la réaction première du gouvernement fédéral a semblé favorable. En effet, le ministre fédéral de la Santé et du Bien-Être, madame Monique Bégin, s'est alors dite réjouie et "résolument en faveur de toute mesure universelle de revenu garanti pour tous les citoyens". (La Presse, le 2 mars 1979).

Cette première étape québécoise de revenu minimum garanti vise essentiellement à aider les travailleurs à faibles revenus, les plus petits dans la société, à atteindre un niveau de vie plus décent tout en les encourageant à continuer à travailler et à permettre aux assistés sociaux, aptes au travail et qui veulent travailler bien plus souvent qu'on le pense, de reprendre leur place normale dans la société tout en se donnant les moyens financiers leur permettant de faire vivre leur famille convenablement.

Il est temps qu'un gouvernement agisse et mette en oeuvre, une fois pour toutes, depuis dix ans que les gouvernements fédéraux et provinciaux successifs en placent, une mesure à la fois sociale et économique qui amorcera enfin une lutte acharnée à la pauvreté qui touche encore en 1979 un Québécois sur cinq.

Vue la réaction première du gouvernement libéral de monsieur Trudeau face à cette nouvelle mesure, comme ministre responsable de cette loi, je m'attends à une réponse favorable aux deux demandes très concrètes et très normales formulées par le gouvernement québécois, demandes d'ailleurs endossées à l'unanimité par l'Assemblée nationale, lors du débat de deuxième lecture:

1. Le gouvernement fédéral accepte-t-il, comme il le fait présentement pour la Saskatchewan, de ne pas taxer ce supplément, comme s'y est engagé le gouvernement québécois?

2. Le gouvernement fédéral accepte-t-il de partager les coûts du programme québécois, évalué à \$85 millions pour les deux premières années, comme il l'a fait pour le Manitoba (75% des coûts) et comme il le fait toujours pour la Saskatchewan (38% des coûts)?

Deux lettres, à cet effet, ont été envoyées à madame Bégin, la première, le 23 mars et la deuxième, le 6 avril 1979. Ces lettres sont restées sans réponse. Madame Bégin a par ailleurs déclaré le 4 mai dernier, lors d'une entrevue accordée à la presse que "le gouvernement fédéral acceptera de négocier la mise sur pied d'un programme de Supplément au revenu de travail..."

Même en s'appliquant à prêter toute la bonne foi possible au ministre Bégin, il paraît clair que le gouvernement fédéral n'a soit rien compris aux demandes du Québec ou bien qu'il cherche à gagner du temps en cette période électorale.

Pour nous, il est hors de question de négocier comme telle la mise sur pied du programme de Supplément au revenu de travail, puisque nous sommes déterminés à le rendre accessible aux citoyens concernés quelle que soit la réponse d'Ottawa.

Certains nous parlent souvent de fédéralisme rentable. Si, par hasard, le gouvernement fédéral refusait au Québec ce qu'il accorde à d'autres provinces du Canada, cela constituerait une injustice flagrante, c'est-à-dire, deux poids, deux mesures et les Québécois jugeront. De plus, tant que les Québécois continueront d'être ballotés entre deux niveaux de décision, les chevauchements et les pièttements stériles continueront.

LE TEMPS N'EST-IL PAS VRAIMENT VENU POUR LES QUÉBÉCOIS DE SE DONNER LES OUTILS ET LES MOYENS DE VIVRE ENFIN D'ÉGAL À ÉGAL?

Pierre Marois

Brossard
L'organisation
d'activités
laissée aux
initiatives

Les initiatives du milieu auront maintenant cours dans le déroulement des activités socio-culturelles, à Brossard, dont par Jean LeBeau

le conseil municipal

vient d'accepter les

recommandations de

la commission des

loisirs. Ainsi, dès cet

été, les organismes

accrédités pourront

organiser des

manifestations et des

fêtes populaires de

quartier.

Telle est l'une des

principales recom-

mandations de la

commission des

loisirs qu'a entérinée

le conseil municipal à

la dernière assemblée

municipale. Tout en

préconisant la sus-

pension de certaines

manifestations, telles

"Les gens de par chez

nous" et le programme

des terrains de

jeux, la commission

des loisirs entend

mettre l'accent sur

des programmes

thématiques et de

soutien à des fêtes

populaires, comme

un déjeuner sur l'her-

be. Le service des

loisirs supervisera

chaque manifestation

en collaboration avec

les organismes de

quartier qui joueront

un rôle plus actif dans

l'organisation.

Le conseiller Pierre

Dubois, membre de la

Songez à tout ce que
vous pourriez faire
avec une somme pouvant aller
jusqu'à 25.000 dollars

Téléphonez dès aujourd'hui à Beneficial et renseignez-vous au sujet de la somme importante qui vous permettra de faire les choses en grand — régler les frais de scolarité, voyager, faire des achats, liquider les grosses factures, et tout ce que vous voulez! Un Prêt-Propriétaire de Beneficial représente une somme importante d'argent que vous pourrez utiliser à votre gré — et non pas seulement pour votre maison. Il n'est même pas indispensable que votre maison soit entièrement payée! Taux compétitifs. Pas de frais de commission. Propriétés urbaines et rurales. Nous voulons vous prêter le plein montant — à concurrence de 25.000 dollars — en vous accordant des facilités de paiement. Beneficial vous offre plus.

Beneficial

LONGUEUIL — (2 bureaux)
• 1494 Chemin Chamblay 674-1516
• 173 rue St-Charles, Ouest 677-2828
ST-HUBERT — 3487 Boul. Taschereau 676-7796

LE COURRIER
DU SUDTHE
SOUTH SHORE
COURIER

Hébdomadaire

bilingue

Bilingual weekly

Newspaper

Édité par

La Cie d'Imprimerie

et de publication

de la Rive-Sud

Ltée.

267 ouest, rue St-Charles

Longueuil

674-6251

Jean-Paul AUCLAIR

Directeur-fondateur

Jules Racine

Gérant

chef de la rédaction

Agence Sud Presse

Ltée

463-2730

Abonnement annuel

Annual subscription

\$52.00

Autorisé comme

envoi postal de

3e classe,

sous le permis 114

Longueuil, Qué.

Imprimé par

Imprimerie Dumont

9130

Boulevard Boivin,

Ville LaSalle.

Le Dr Serge Mongeau directeur général du CLSC St-Hubert

"Les informations contenues dans votre dossier médical vous concernent et vous avez le droit de les connaître"

Lors d'une conférence de presse mercredi dernier, le Dr Serge Mongeau, directeur général du CLSC St-Hubert a ex-

pliqué pourquoi les personnes qui peuvent le consulter sont les professionnels qui s'occupent de vous ou encore quelqu'un à qui vous avez donné

LA CORPORATION DES MEDECINS NE VEUT RENDRE ACCESSIBLE QUE LE RESUME DES DOSSIERS

La loi actuelle des services sociaux et de santé ne reconnaît qu'indirectement l'accès du patient à son dossier en ce sens qu'on y mentionne "qu'un patient à qui un établissement public (ce qui exclut les bureaux et cliniques privés) interdit l'accès à son dossier ou refuse de lui en donner la communication écrite ou verbale peut, par requête sommaire, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, de la Cour provinciale, de la Cour des sessions ou du Tribunal de la jeunesse ou à la Commission pour obtenir accès à son dossier. Le juge ordonne a-

lors à cet établissement de donner au patient l'accès à son dossier à moins qu'il (le juge) soit d'avis qu'il serait gravement préjudiciable à la santé de ce patient de prendre connaissance de son dossier".

L'Office des Professions voudrait inclure l'accès du patient à son dossier dans le code d'éthique des médecins, mais la Corporation des médecins n'a donné son accord que pour l'accès au résumé du dossier du patient.

Le Dr Mongeau pour sa part prétend qu'il n'y a généralement que deux raisons pour expliquer le refus du médecin de montrer un dossier, soit que celui-ci soit si mince qu'il prouverait la négligence du médecin, ou encore parce qu'il contient des erreurs. Le méde-

cin voudrait donc alors se réserver le temps de "tripoter" dans le dossier avant que la justice interviene.

ON VEUT DEPROFESSIONNALISER L'APPROCHE DES PROBLEMES

Toujours selon Serge Mongeau, la raison principale pour laquelle le CLSC St-Hubert souhaite que l'accessibilité aux dossiers devienne une réalité dans tous les services sociaux et de santé, c'est qu'on veut déprofessionnaliser l'approche des problèmes et favoriser une plus grande participation de l'usager, le principal maître d'oeuvre du traitement.

Le Dr Mongeau est également d'avis que les cas où il est contre-indiqué que le patient prenne connaissance de son dossier sont si peu nombreux qu'il ne vaut même pas la peine d'en parler.

Quand on mentionne qu'un dossier médical ou social peut souvent être mal

interprété par un patient la plupart du temps d'une complète ignorance dans ces domaines, le directeur général du CLSC St-Hubert répond que le patient peut toujours consulter un dictionnaire médical (!) "La majorité des institutions (hôpitaux, centres d'accueil, etc.) refusent encore au patient la permission de voir son dossier, mentionne le Dr Mongeau, et les gens ne connaissent pas la procédure à suivre pour obtenir gain de cause".

Le but de sa conférence de presse était donc de souligner ce droit d'accès au dossier médical ou social. Très peu de gens sans doute, admet-il, se prévaudront de ce droit qui, de toute façon, ne remplace jamais la communication directe avec le médecin de son choix en qui on a confiance. Ce principe

d'accessibilité est excellent en soi... mais tous les patients ne sont certes pas préparés (intellectuellement ou psychologiquement) à gérer toute la vérité d'un seul trait et il vaut souvent mieux la leur faire absorber graduellement. Et la participation du patient à son traitement a quand même ses limites... à moins qu'on en vienne à accepter l'idée de remplacer les chirurgiens par exemple par un manuel intitulé: faites-le vous-même...

LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Le Dr Mongeau a

profité de sa conférence de presse de mercredi dernier pour rappeler aux usagers qu'il y a, au CLSC St-Hubert, un centre de documentation où l'on trouve des ouvrages spécialisés, des périodiques, des brochures et des dossiers sur des sujets d'intérêt public qu'il est possible d'emprunter ou de consulter sur place. Cette documentation a été rassemblée pour soutenir les programmes du CLSC et tous sont invités à y chercher des informations pertinentes sur les sujets les plus variés.



Le directeur général du CLSC St-Hubert le Dr Serge Mongeau souhaite que l'accessibilité aux dossiers devienne une réalité dans tous les établissements de services sociaux et de santé. Se bat-il contre les moutons à vent? Aux institutions de le faire savoir aux usagers. (Photo Bernard Brault).

par Raymonde Bellerive

osé la politique de ce CLSC sur l'accès des usagers à leur dossier personnel, et expliqué pourquoi, selon lui, cette politique devrait être adoptée par l'ensemble des institutions de santé et de services sociaux.

Sur le feuillet "Votre dossier, c'est à vous" distribué aux usagers du CLSC on précise:

1) que "votre dossier est confidentiel c'est-à-dire gardé dans un endroit auquel n'ont accès que les préposés aux dossiers et que les seules per-

sonnes qui peuvent le consulter sont les professionnels qui s'occupent de vous ou encore quelqu'un à qui vous avez donné

une permission écrite pour ce faire (les renseignements donnés au gouvernement par le CLSC ne sont pas personnalisés).

2) votre dossier vous appartient: Les informations que contient votre dossier vous concernent et vous avez le droit de les connaître. Le C.L.S.C. doit, d'après la loi, conserver quelques renseignements sur ses usagers, c'est pourquoi il ne peut vous donner l'original de votre dossier. Cependant, nous pouvons vous en fournir des copies".

Le juge ordonne a-

Messieurs!



Confiez-nous votre élégance!
Venez voir notre nouvelle collection printemps-été

COMPLETS
TISSUS 4 SAISONS
3 MORCEAUX

pour hommes
Grandeur 34 à 52
Court - Rég. - Long
A partir de: **\$121.00** et plus

COMPLETS
TISSUS 4 SAISONS

Coupe ajustée
"Jeunes Hommes"
Variété de couleurs
Grandeur 34 à 44
A partir de: **\$121.00** et plus

VESTON SPORT
ETE

En tweed ou autre.
Grandeur 34 à 52
Court, régulier ou long. **\$35.00** et plus

NOUVEAU SAFARI-ETE
manches courtes

\$57.00 A \$67.50

PANTALON

Polyester lavable
Grandeur 28 à 50
Grande variété de couleurs
A PARTIR DE **\$23.00**

BLAZER POLYESTER ET LAINE
SIMPLE

34 à 50 court
régulier et long
A PARTIR DE **\$35.00**

TOUT POUR COMPLETER
VOTRE ENSEMBLE CHEMISES.

CRAVATES, BAS, SOULIERS, ETC.

PLAN MISE
DE CÔTÉ



CHEQUES
PERSONNELS
ACCEPTES



Les Vêtements du MANUFACTURIER

1675 CHEMIN CHAMBLY - LONGUEUIL 670-9010
3637 EST, BOUL. CREMAZIE (9^e ETAGE) 376-9010
MANUFACTURE (OUVERTE AU PUBLIC)
1456 SHEVCHENKO (LA SALLE) 365-1177

Fraudeur...

volgarisation volontaire, cela sera jugé comme une tentative directe de tromper le Ministère à nouveau.

Un contribuable qui fait une divulgation volontaire est assujéti à l'impôt et aux intérêts dus, mais évite des poursuites possibles devant les tribunaux et des pénalités qui, selon les circonstances, peuvent s'élever à 50 pour cent de l'impôt éludé. Les contribuables sont toutefois assujéti à des pénalités pour production tardive, aux pénalités pour versement tardif et aux intérêts sur ces paiements en retard.

Toute divulgation volontaire est soumise à une vérification. Si le Ministère découvre, après enquête, que la divulgation n'était pas complète, le contribuable est alors assujéti à une pénalité et (ou) à une poursuite. Lorsque le contribuable veut dévoiler des montants de revenus non déclarés, il doit communiquer avec le bureau de district d'impôt en personne ou par écrit.

Rapport...

raffinés et chimiques a continué de s'affirmer, ce qui a atténué les effets de l'amélioration du bénéfice dérivé des richesses naturelles.

En 1978, l'usine Syncrude Canada Limited a été inaugurée et le Great Canadian Oil Sands Limited a annoncé des projets d'agrandissement. On prévoit qu'en 1979, ces deux entreprises de traitement des sables bitumineux produiront à elles seules dix pour cent du pétrole brut de l'Ouest du Canada. Selon les prévisions de Gulf Canada, en construisant d'autres installations utilisant les méthodes existantes et la nouvelles technologie, on pourrait répondre à 50 pour cent de la demande de pétrole d'ici l'an 2,000.

ENEZ VOIR LA VOITURE OFFICIELLE

D'ouverture de la course du "INDIANAPOLIS 500" 1979



En vente chez Boisvert

Hâtez-vous! Cette Edition est spéciale et très limitée

Boisvert
AUTO



DEPUIS 27 ANS

2 MARIE VICTORIN
BOUCHERVILLE

Sortie sud du pont-tunnel Louis Hippolyte Lafontaine

655-1301

GRAND SPECIAL CETTE SEMAINE: FORD PICK UP "EXPLORATEUR"

Valeur \$7811.
Prix Boisvert...

Ca vaut le déplacement
Venez rencontrer
un vrai spécialiste



Modèle: F100
Boîte 8 pieds
Moteur V8-302
Transmission automatique
Freins assistés
Batterie renforcée
Pneus G78-15
Miroirs brillants 6 x 9
Amortisseurs renforcés
Couvre-roues style "mag"
Ensemble exploreur

P.S.S.T.!! ON A PLUSIEURS "ECONOLINE" ENCORE DISPONIBLES
AU CENTRE DU CAMION BOISVERT.

1ère étape de revenu minimum garanti

Le gouvernement fédéral n'a vraiment rien compris aux demandes du Québec

— Pierre Marois

Le ministre d'Etat au Développement social du Québec a vivement réagi aujourd'hui à la déclaration faite au quotidien La Presse, le 4 mai dernier, par le ministre fédéral de la Santé et du Bien-être, mademoiselle Monique Bégin, au sujet du programme québécois de Supplément au revenu de travail. En effet, selon La Presse, "le gouver-

nement fédéral acceptera de négocier la mise sur pied d'un programme de Supplément au revenu de travail, puisque le gouvernement du Québec a maintes fois réitéré sa détermination de mettre sur pied cette première étape de revenu minimum garanti, dès cette année, quelle que soit l'attitude d'Ottawa. De plus, je tiens à rappeler que le principe de cette mesure, ainsi que les demandes du Québec ont été endossées à l'unanimité par l'Assemblée nationale lors du débat en

ne s'agit pas de négocier avec le Québec la mise sur pied d'un programme de Supplément au revenu de travail, puisque le gouvernement du Québec a maintes fois réitéré sa détermination de mettre sur pied cette première étape de revenu minimum garanti, dès cette année, quelle que soit l'attitude d'Ottawa. De plus, je tiens à rappeler que le principe de cette mesure, ainsi que les demandes du Québec ont été endossées à l'unanimité par l'Assemblée nationale lors du débat en

deuxième lecture. Ça fait dix ans qu'on en parle, il est temps de passer à l'action. D'ailleurs, à cet effet, les sommes nécessaires pour la première année d'application sont déjà prévues au budget 1979-80. Ce n'est donc pas la mise en place comme telle qu'il faut négocier mais bien les deux demandes suivantes.

LES DEMANDES DU QUÉBEC

"Ce n'est pourtant pas sorcier, ce qu'on a demandé à Ottawa:

1) OUI ou NON le

gouvernement fédéral accepte-t-il de ne pas taxer les montants qui seront versés aux petits salariés comme il le fait déjà pour le programme en vigueur en Saskatchewan? S'il refuse au Québec ce qu'il accorde à la Saskatchewan, ce qui équivaudrait clairement à deux poids, deux mesures, les Québécois pourront évaluer la justice et aussi la "rentabilité" du fédéralisme.

2) OUI ou NON le gouvernement fédéral accepte-t-il de partager les coûts du programme:

- sur la base des ententes fédérales provinciales qui existent déjà ou selon de nouvelles ententes à être négociées?

ET

- si oui, quel pourcentage est-il prêt à assumer depuis le temps qu'il parle d'un régime de revenu minimum garanti?

ET

Si mademoiselle Bégin est d'accord pour aborder les négociations Ottawa-Québec à partir des deux demandes très simples et très normales d'un gouvernement provincial dans le cadre du régime fédéral actuel, nous, nous sommes prêts à entreprendre

les discussions. Une rencontre entre nos sous-ministres respectifs est d'ailleurs prévue pour le 18 mai prochain. Cependant, je tiens à indiquer très fermement que le gouvernement du Québec n'a pas l'intention de négocier sur du vent ou sur des sujets qui n'ont rien à voir avec le Supplément au revenu de travail, tel que, notamment, la récente indexation de l'aide sociale au Québec élection abordée par mademoiselle Bégin dans sa déclaration.

Si le ministre Bégin désire aborder cette question de l'indexation de l'aide sociale, ou toute autre question relative au chevauchement et au piétinement fédéral provincial en matière de sécurité du revenu je me permettrais de lui poser quelques questions très concrètes:

1. Comment mademoiselle Bégin explique-t-elle que le gouvernement libéral de monsieur Trudeau, gouvernement dont elle fait partie, s'est permis d'arracher aux assistés sociaux du Québec et plus particulièrement à leurs enfants la somme de \$38 millions?

- \$23,2 millions de réduction des allocations familiales fédérales; c'est le résultat du manque à gagner engendré par la non-indexation, jamais rattrapé, des allocations en 1976 et par la coupure de 22,5% en janvier 1979.

- \$14,8 millions de perte nette pour les assistés sociaux puisque, suite à la querelle de la taxe de vente, le gouvernement fédéral a remis \$85,00 à chacun des contribuables du Québec alors que les plus pauvres, les assistés sociaux notamment n'ont rien

reçu pour la bonne raison qu'ils n'ont pas produit de rapport d'impôt.

Donc, des coupures de \$38 millions alors qu'en contrepartie, on annonce à grand renfort de publicité un crédit d'impôt de \$200 qui rapportera \$34,8 millions aux 174.000 enfants qui vivent dans des familles assistées sociales. "Le fédéral ne fait que changer quatre trente sous pour un dollar" d'ajouter monsieur Marois.

2. Comment explique-t-elle que le gouvernement fédéral ait procédé unilatéralement et sans avis préalable à des coupures du programme d'assurance-chômage, coupures qui vont entraîner un coût supplémentaire de \$23 millions en aide sociale pour le Québec en 1979?

3. Comment explique-t-elle que le crédit d'impôt de \$200 x enfant auquel est admissible une famille dont le revenu est inférieur à \$18.000 représente une mesure injuste et discriminatoire à l'égard de la famille, en ce sens que les conjoints de fait peuvent être nettement avantagés par comparaison aux couples mariés.

Exemple:

A. Mère (2 enfants) - Revenu net \$6.000 Conjoint de fait - Revenu net \$20.000 Revenu du ménage \$26.000. (Puisqu'on ne tient pas compte du revenu du conjoint de fait, la mère est admissible et reçoit \$400).

B. Mère (2 enfants) - Revenu net \$6.000 Père - Revenu net \$20.000 Revenu familial \$26.000. (Puisqu'on tient compte du revenu des deux époux, la mère n'est donc pas admissible et perd \$400).

En terminant, monsieur Marois a rappelé que le gouvernement du Québec avait substantiellement amélioré son propre régime d'allocations familiales au cours des deux dernières années: en mai 1977, les allocations du Québec ont été haussées de 26,9% (pour un montant total de \$30 millions) en contrepartie de la taxe de vente sur les vêtements d'enfants. En avril 1978, lorsque la taxe de vente sur les vêtements a été abolie, ces hausses

d'allocations ont été maintenues. De plus, à chaque année, les allocations du Québec ont été indexées.

Monsieur Marois rappelle enfin que l'abolition définitive de la taxe de vente sur les vêtements et les chaussures va bénéficier en particulier aux familles à revenus modestes et que ces familles vont aussi pouvoir bénéficier en 1980 du crédit d'impôt foncier remboursable tel que le ministre des Finances l'a déjà annoncé.



VENTE DE VESTONS SPORTS ERNEST

VESTONS SPORTS
CHOIX INCOMPARABLE
Reg. 59.98 à 199.98
VENTE 49.98 à 169.98

COMPLETS
DERNIER STYLE ET
COLORIS
Reg. 129.98 à 299.98
VENTE 89.98 à 249.98

NOS CUIRS ET SUEDES
STYLE BLOUSON, VESTON OU CHEMISIER
10% à 33% DE RÉDUCTION

PANTALONS
GRAND CHOIX AVEC OU SANS PLUS SIGNÉS
ERNEST, CARON, DIOR
VENTE 19.98 à 54.98
(Ajustement gratuit!)

CHEMISES SPORTS COLLECTION SUPERBE
10% à 33% DE RABAIS

4 MAGASINS DANS LE GRAND MONTRÉAL

● PLACE VERSAILLES 352-3940

● PLACE VERTU 337-1414

● CARREFOUR LAVAL 987-2378

● PROMENADES ST-BRUNO 461-0006

Consommation...

recommander une marque particulière. N'hésitez pas à lui demander son avis sur les produits.

Vous devriez toutefois être au courant de certaines choses afin d'être un consommateur averti des produits d'hygiène buccale.

Les associations dentaires canadienne et américaine poursuivent constamment, et de façon indépendante, l'étude de produits commerciaux les plus couramment utilisés. Ces associations ont permis que les emballages ou annonces publicitaires des produits, qui se sont révélés utiles et sans danger, portent une déclaration ou un symbole d'acceptation.

Deux produits dentaires, la brosse à dents manuelle et la soie dentaire sont de conception et de manipulation simples. Elles permettent d'enlever la couche pâteuse et collante appelée "plaque bactérienne" qui s'accumule sur les dents chaque jour.

LA BROSSSE À DENTS

Votre dentiste peut vous recommander une brosse à dents spéciale. Le type de brosse répondant aux besoins de la majorité des gens est une brosse avec:

- un manche droit;
- des soies de nylon;
- des soies douces ou moyennes;
- des soies de la même hauteur;
- des soies pas trop serrées.

Il est important de changer sa brosse à dents régulièrement. N'attendez pas que les soies penchent vers l'extérieur.

Il existe aussi des brosses à dents électriques. Elles sont re-

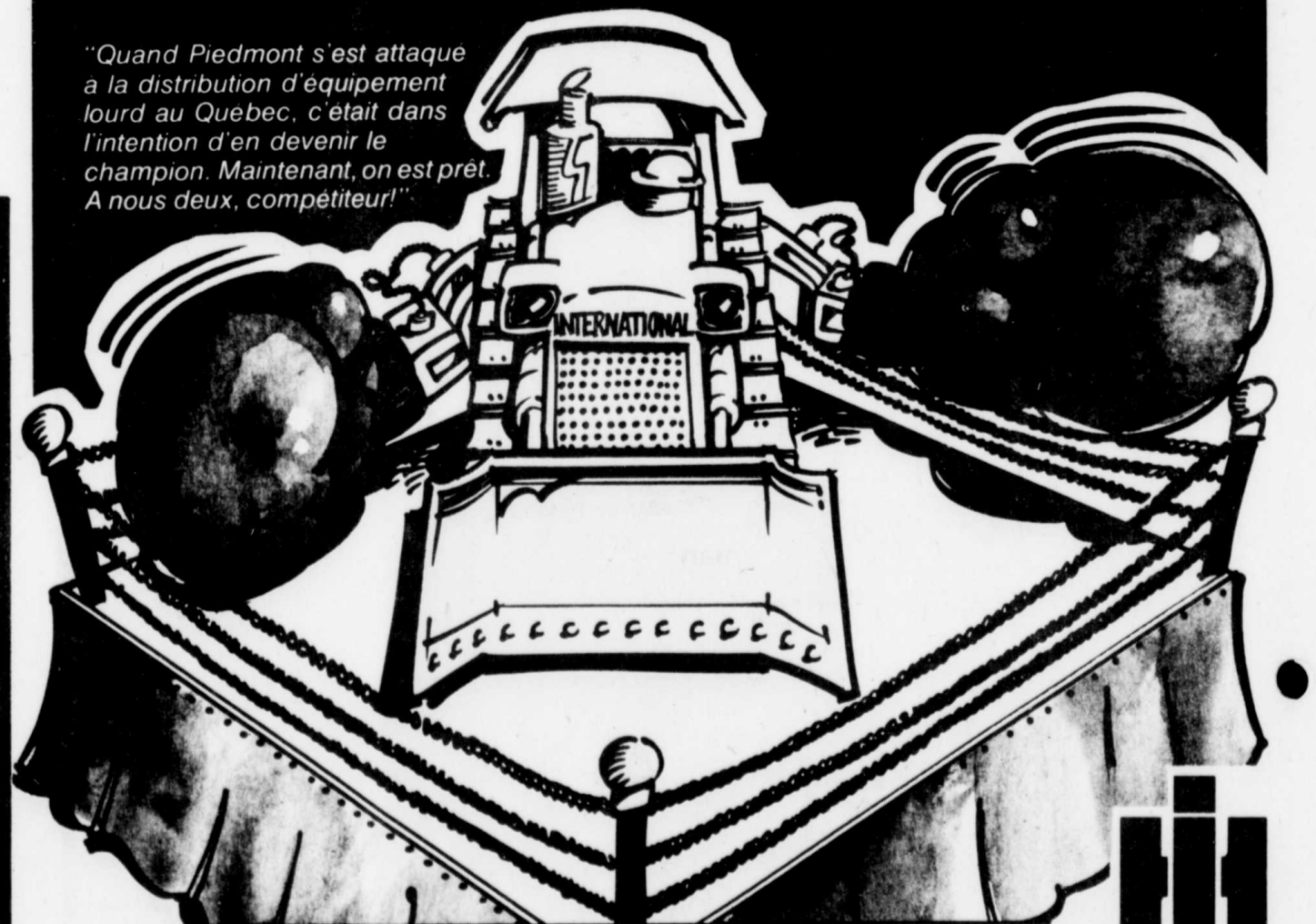
CONCLUSION

Donc, la brosse à dents et la soie dentaire sont les outils les plus importants qui vous permettront de conserver vos dents en bon état toute votre vie.

Ne manquez surtout pas notre prochain article sur les pâtes dentifrices, les rinçes-bouche et les irrigateurs buccaux.

Piedmont défie son compétiteur!

"Quand Piedmont s'est attaqué à la distribution d'équipement lourd au Québec, c'était dans l'intention d'en devenir le champion. Maintenant, on est prêt. A nous deux, compétiteur!"



ÉQUIPEMENT



20 boul. Mortagne Boucherville, Qué.
Montréal J4B 5E7
Tél.: (514) 527-7171
Téléc.: 05-25794

QUÉBEC, 455 rue Marais Ville de Vanier G1M 3A2 Tél.: (418) 683-4962 Téléc.: 011-3565
ROUYN, 707 rue Larivière J9X 4K1 Tél.: (819) 764-6111 Téléc.: 011-77511
PORT-CARTIER, 99 Portage des Mousses G0G 2J0 Tél.: (418) 766-3945 Téléc.: 011-86462
CHICOUTIMI, 1615 boul. St-Paul G7J 3Y3 Tél.: (418) 549-4783
BAIE JAMES, LG 2 Tél.: (819) 638-8157 Téléc.: 057-3520 LG 3 Tél.: (819) 853-3462

POUR ACHETER UNE VOITURE QUI SORT DE L'ORDINAIRE VOYEZ UN CONCESSIONNAIRE EXTRAORDINAIRE...

Le Mans Coupé 1979
2 portes

Coupé Régat 1979
2 portes

RAFRAICHISSEZ-VOUS LES IDÉES AVEC VOTRE AIR CLIMATISÉ

R. FORTÉ
automobiles ltée.

VOTRE CONCESSIONNAIRE PAS ORDINAIRE

395 St-Charles ouest, Longueuil (à deux pas du Métro Longueuil) 670-1440

TRANS-AM
10e ANNIVERSAIRE:
Elles sont arrivées!!!
Nous n'en avons que quelques unes.
Nous vous invitons à venir les voir

Financement facile avec G.M.A.C.
Location à long terme

Plan de protection continue